

CONSEIL COMMUNAL DU 25 AVRIL 2019
GEMEENTERAAD VAN 25 APRIL 2019

REGISTRE
REGISTER

Présents	Aleksandra Kokaj, <i>Présidente/De Voorzitster</i> ;
Aanwezig	Boris Dilliès, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ; Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Perrine Ledan, Valentine Delwart, François Jean Jacques Lambert, Daniel Hublet, <i>Echevin(s)/Schepen(en)</i> ; Eric Sax, Marc Cools, Béatrice Fraiteur, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Céline Fremault, Sophie François, Jean-Luc Vanraes, Jérôme Toussaint, Pierre Desmet, Bernard Hayette, Kathleen Delvoye, Serge Minet, Diane Culer, Marion Van Offelen, Stefan Cornelis, Lise Goetghebuer, Laurence Anne Vandeputte, Valérie Gillès de Pelichy, Vanessa Issi, Michel Cohen, Blaise Godefroid, Aurélie Czekalski, Caroline Van Neste, Nicolas Clumeck, Chiraz El Fassi, Véronique Lederman-Bucquet, Yaël Ariane Nour Haumont, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter, <i>Conseiller(s)</i> <i>communal(aux)/Gemeenteraadslid(liden)</i> ; Laurence Vainsel, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Odile Margaux, Jacques Brotchi, Cécile Egrix, <i>Conseiller(s)</i>
Verontschuldigd	<i>communal(aux)/Gemeenteraadslid(liden)</i> .

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

25.04.2019/A/0001 **Interpellation citoyenne : les difficultés de la modernisation des ascenseurs à valeur patrimoniale sur la commune d'Uccle.**

MM. Sztachewski et Schreiber, actifs au sein des ASBL « Explore Brussels » et « Save our elevators », veulent attirer l'attention du Conseil communal sur la menace qui pèse sur les ascenseurs historiques.

Les Ucclois sont confrontés depuis plusieurs années à l'obligation de modernisation de leurs ascenseurs anciens.

Au coût de ces travaux s'ajoutent d'autres difficultés qui mettent en péril la sauvegarde du patrimoine urbain de la 1ère moitié du XXème siècle ainsi que, le cas échéant, la stabilité des immeubles anciens.

Le 9 mars 2003 est adopté un arrêté royal relatif à la sécurité des ascenseurs. Ce texte réglementaire impose aux propriétaires d'ascenseurs un « programme de modernisation », dont le déroulement peut être résumé comme suit :

- Un service externe pour les contrôles techniques (SECT) effectue une analyse

des risques de l'ascenseur ;

- Sur base de cette analyse, un ascensoriste propose un programme de modernisation ;
- Le propriétaire procède aux travaux, étant entendu que pour les ascenseurs mis en service avant le 1^{er} janvier 1958, les modernisations doivent être effectuées au plus tard le 31 décembre 2022 ;
- Le propriétaire fait contrôler les travaux de modernisation par le SECT qui a effectué l'analyse des risques ; cet organisme délivre une attestation de régularisation.

Il est rapidement apparu que les ascenseurs à trémie ouverte (c.à.d. dont la cage n'est pas emmurée, mais séparée de la cage d'escalier par des grillages) posaient problème, au regard des critères de l'analyse des risques.

À Uccle, de nombreux ascenseurs se trouvent au centre de la cage d'escalier : une des particularités de ce type d'ascenseur est sa gaine grillagée partiellement fermée, caractéristique relativement commune dans les bâtiments anciens des centres urbains. Or, pour ce type d'ascenseurs :

- D'une part, les SECT ne proposent que des analyses de risques standardisées – sous forme de checklist – alors que, suivant le texte de l'arrêté royal du 9 mars 2003, « l'analyse de risques doit être effectuée non seulement en tenant compte des caractéristiques techniques de l'ascenseur, mais aussi de l'éventuelle valeur historique de l'ascenseur et des caractéristiques d'utilisation spécifique, dans la mesure du raisonnable pour les utilisateurs de l'ascenseur (annexe de l'A.R. du 9 mars 2003, al. 1er) ». Il existe donc un antagonisme entre le texte de l'arrêté royal et son application par les organismes de contrôle agréés, et seuls les propriétaires en subissent les conséquences. Ceci est problématique : les propriétaires ne peuvent communiquer à leurs ascensoristes qu'une analyse standardisée, sans qu'il soit tenu compte de l'intérêt patrimonial et technique de leur installation.
- D'autre part, les mesures de sécurité standard suivantes sont préconisées à l'annexe 1 de l'A.R. du 9 mars 2003 : « adaptation des gaines avec des parois discontinues lorsque les parties mobiles sont accessibles ».

Ainsi, en pratique, les SECT et, à leur suite, les ascensoristes, préconisent la fermeture des trémies d'ascenseurs (emmurement, fermeture par des vitres, caissons en inox,...).

Précédemment, des installations modernisées à l'aide de rideaux photosensibles (qui permettaient d'enfermer la cage d'ascenseur dans un faisceau d'ondes) ont obtenu une attestation de régularisation délivrée par un SECT. Cette technologie reconnue permet d'éviter un emmurement physique des trémies d'ascenseurs, préservant tant la sécurité des usagers que l'esthétique de l'installation. Il apparaît malheureusement que l'utilisation de ces dispositifs par les ascensoristes est remise en question par les SECT, qui ont donné instruction de ne plus en placer (voir l'article de La Libre Belgique du 4 janvier 2019).

Les propriétaires de ces ascenseurs sont donc face à un dilemme : ou bien ils emmurent leur installation, ou bien ils devront mettre leur machine à l'arrêt le 31 décembre 2022.

Ceci pose des problèmes tant d'ordre esthétique et patrimonial que de sécurité, matières qui relèvent de la compétence communale.

C'est pourquoi plusieurs propriétaires soucieux de la sécurité de leurs ascenseurs, mais également de la préservation de ceux-ci, se sont regroupés et ont créé l'ASBL Save our elevators.

La présente interpellation est déposée par des habitants de la commune d'Uccle, avec le soutien de cette association.

L'autorité communale présente un intérêt pour l'aménagement du territoire, et la protection du patrimoine qui en est le corollaire.

À ce titre, les autorités communales d'Uccle doivent être attentives aux conséquences néfastes de l'application standardisée des dispositions de l'arrêté royal du 9 mars 2003. De trop nombreux immeubles Art Déco, néoclassiques, Beaux-Arts, situés sur le territoire de la commune d'Uccle, ont déjà été privés de leur bel ascenseur ancien, en bois mouluré, équipé de glaces biseautées et d'une applique en verre ou cristal taillé. Ces ascenseurs faisaient partie intégrante de l'immeuble qu'ils équipaient, et leur style était généralement en adéquation avec l'architecture du hall d'entrée. Beaucoup d'entre eux ont cependant été remplacés par des équipements modernes, qui ne présentent plus aucune harmonie avec le style de l'immeuble.

L'autorité communale est garante de la sécurité sur son territoire.

Les SECT suggèrent la fermeture des gaines d'ascenseur à l'aide de panneaux de verre feuilleté épais.

Des professionnels consultés par des propriétaires d'ascenseurs évaluent le poids de telles installations à environ 600 kg par palier. Ainsi, on ferait supporter sur les fondations d'un immeuble de 5 étages un poids avoisinant les 4 tonnes (structures comprises).

Il va de soi que les immeubles anciens concernés n'ont pas été conçus pour supporter de telles modifications structurelles qui pourraient, le cas échéant, mettre en péril la stabilité du bâti.

Considérant ces éléments qui touchent une partie significative des Ucclois et, directement, l'institution communale, les signataires de cette interpellation souhaitent savoir si le Conseil communal soutient les points suivants :

- l'organisation et la publicité à Uccle d'un inventaire collaboratif d'ascenseurs anciens, à l'instar de celui qui est établi par la commune d'Ixelles ;
- l'organisation d'une séance d'information pour les propriétaires d'ascenseurs ucclois, à l'instar de celles qui ont été organisées par les services du patrimoine des communes d'Ixelles (2016) et de Schaerbeek (2019) ;
- l'interpellation du Ministre-Président en charge du patrimoine de la Région de Bruxelles-Capitale sur cette problématique ; la mise à disposition des moyens nécessaires en termes de personnel et de logistique pour établir un inventaire régional d'ascenseurs anciens en collaboration avec les communes et la négociation avec le gouvernement fédéral de solutions techniques qui augmentent la sécurité et respectent la valeur patrimoniale des anciens ascenseurs ;
- l'adoption par le Conseil communal d'une résolution demandant au

gouvernement fédéral l'utilisation de solutions techniques qui concilient les exigences de sécurité et le respect de la valeur patrimoniale des anciens ascenseurs.

Mme Lederman-Bucquet précise que le groupe « Uccle en avant ! » est attaché à la défense du patrimoine. Elle ne comprend pas pourquoi de tels ascenseurs n'ont pas fait l'objet d'un classement.

M. Desmet remercie les intervenants pour avoir sensibilisé les membres du Conseil communal à cette problématique spécifique. Il aimerait savoir si les auteurs de l'interpellation citoyenne sont en contact avec des écoles qui formeraient des techniciens spécialisés dans la restauration d'ascenseurs anciens.

M. Cornelis estime que la Commission royale des Monuments et Sites a un rôle fondamental à jouer dans le traitement de ce dossier.

Mme l'Échevine Ledan remercie les intervenants pour leur interpellation citoyenne, qui met en lumière un aspect du patrimoine méritant de retenir toute l'attention des mandataires communaux.

De plus, en tant qu'échevine de la Participation, elle se félicite de voir des citoyens se mobiliser pour une cause de cet ordre car les ascenseurs constituent un élément du patrimoine urbain qu'il convient de protéger. Elle est aussi sensible à la volonté des auteurs de l'interpellation citoyenne de valoriser la profession d'ascensoriste, qui fait partie des métiers en voie de disparition.

Le Collège s'engage à procéder, avec la collaboration de l'ASBL des intervenants, au lancement d'un inventaire des ascenseurs anciens sur le territoire d'Uccle, dont la publicité sera assurée sur le site internet de la commune et dans le magazine Wolvendael. La coordination sera effectuée sous l'égide du service de l'Urbanisme, qui a déjà établi des contacts avec les communes d'Ixelles et de Schaerbeek afin de bénéficier de leur expérience en ce domaine.

L'expertise des auteurs de l'interpellation citoyenne sera aussi sollicitée pour l'organisation d'une séance d'information à destination des propriétaires d'ascenseurs ucclois.

Le Collège répercutera les préoccupations des intervenants auprès du Ministre-Président de la Région bruxelloise et du Ministre fédéral compétent.

MM. Sztachewski et Schreiber remercient le Collège pour son engagement.

Ils précisent que la procédure de classement est loin de toujours garantir une réelle préservation du patrimoine, dans la mesure où elle aboutit au refus de maintenir l'utilisation effective d'anciens ascenseurs, pourtant en parfait état de marche et fiables sur le plan de la sécurité.

Les auteurs de l'interpellation citoyenne signalent qu'ils ont tenté de mettre sur pied une structure de cours pour former des techniciens dans ce domaine mais leurs efforts n'ont pas abouti.

Le Conseil prend connaissance.

Burgerinterpellatie : moeilijkheden om liften met patrimoniale waarde in de gemeente Ukkel te moderniseren.

De hh. Sztachewski en Schreiber vermelden dat den KB van 9 maart 2003 eigenaars van liften een moderniseringsprogramma rond veiligheid oplegt met de medewerking van een externe controle-instantie. Aangezien deze instanties enkel gestandaardiseerde analyses uitvoeren, levert dit bij open liften (niet ommuurd maar met roosters) problemen op omdat er geen rekening gehouden wordt met de historische en technische aard hiervan, hoewel dit toch opgelegd wordt door dit KB.

Sommige eigenaars hebben hun liften gemoderniseerd met fotogevoelige deuren waardoor de liften veiliger werden en ze hun historische uitzicht konden behouden. De controle-instanties stellen zich nu vragen bij deze techniek en hebben de instructie gegeven om dit niet meer toe te passen. Deze eigenaars moeten dus hun historische liften ommuren of ze mogen vanaf 2023 niet meer gebruikt worden.

Verschillende eigenaars hebben uit bezorgdheid de vzw Save our elevators opgericht. Deze interpellatie wordt gesteund door deze vereniging. Er zijn in Ukkel talrijke historische gebouwen en die dergelijke structurele aanpassingen wijzigingen niet altijd kunnen dragen, wat de stabiliteit ervan in gevaar zou kunnen brengen.

De indieners van de burgerinterpellatie wensen het volgende:

- opmaak van een inventaris van de historische liften;
- infosessie voor de betrokken eigenaars;
- interpellatie van de minister-president belast met het patrimonium van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest rond deze problematiek;
- goedkeuring van een gemeentelijke resolutie waarbij de federale regering gevraagd wordt de nodige technische oplossingen voor te stellen die rekening houden met de veiligheid en het patrimoniale waarde van de oude liften.

Mevr. Lederman-Bucquet geeft aan dat Uccle en avant ! het patrimonium wil beschermen. Ze begrijpt niet waarom dergelijke liften niet beschermd worden.

De h. Desmet vraagt of de indieners scholen hebben gecontacteerd die opleidingen geven voor technici die gespecialiseerd zijn in de restauratie van oude liften.

De h. Cornelis vindt dat de Koninklijke Commissie Monumenten en Landschappen een fundamentele rol moet spelen in dit dossier.

Schepen Ledan bedankt de indieners voor hun interpellatie rond deze historische liften die behouden moeten blijven.

Het college zal samen met de vermelde vzw een inventaris opstellen en hierover informeren via de website en de Wolvendael. De coördinatie hiervan kan gebeuren onder toezicht van de dienst Stedenbouw die gebruik kan maken van de expertise van Elsene en Schaarbeek in dit domein.

De indieners zullen gecontacteerd worden voor de organisatie van een infosessie voor Ukkelse lifteigenaars.

Het college zal de bezorgdheden van de indieners overmaken aan de bevoegde minister-president.

De hh. Sztachewski en Schreiber geven aan dat een klassering niet altijd een garantie is voor een echt behoud van het patrimonium wanneer oude liften, die perfect functioneren en veilig zijn, niet meer gebruikt mogen worden. Ze hebben een lesprogramma proberen op te zetten om technici te scholen, echter zonder succes.

De Raad neemt kennis.

4 annexes / 4 bijlagen

Interpellation citoyenne - ascenseurs.pdf, Interpellation ascenseurs - débat chambre.pdf, Interpellation ascenseurs - question écrite.pdf, Interpellation ascenseurs - photos.pdf

Céline Fremault entre en séance / treedt in zitting.

Vanessa Issi entre en séance / treedt in zitting.

Cédric Didier Norré entre en séance / treedt in zitting.

25.04.2019/A/0002 **Approbation des registres des séances du Conseil communal du 7, 28 février et 28 mars 2019.**

Le point est reporté.

Goedkeuring van de registers van de zittingen van de Gemeenteraad van 7, 28 februari en 28 maart 2019.

Het punt wordt verdaagd.

25.04.2019/A/0003 **Marchés publics.- Nouvelle loi communale, article 234, § 3.- Prise pour information des décisions du Collège échevinal.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 26 mars 2019 - Crèche du Globe - Rénovation du vestiaire-douche du personnel - Dépassement de la dépense de 1.685,80 € (hors T.V.A.) - Article 84401/724-60/96;
- 26 mars 2019 - Entretien et réparation d'engins de chantiers-chargeurs sur roues incluant la réparation et le remplacement de celles-ci de 2020 à 2023 - 75.000 € (T.V.A. comprise) - Article 136/745-51/84 - Fonds de réserve;
- 26 mars 2019 - Informatisation des services – Refonte et migration du site Intranet - 39.930 € (T.V.A. comprise) - Article 139/742-53/53 - Emprunt;
- 26 mars 2019 - Informatisations des services - Updates de licences VOIP et acquisition de 40 licences UCC standard et 40 softphones Plantronics - 28.273,07 € (T.V.A. comprise) - Article 139/742-53/53 - Emprunt;
- 26 mars 2019 - Informatisation des services - Achat de matériel audiovisuel - 1.460,99 € (T.V.A. comprise) - Article 139/742-53/53 - Emprunt,
- 16 avril 2019 - Ecole de Saint-Job, crèche, préguardiennat - Sécurisation des accès - 152.640 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85;

- 16 avril 2019 - Achat d'un stand « parapluie » - 901,51 € (T.V.A. comprise) - Article 131/744-98/58.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, § 3.- Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, § 3 en 236;

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 26 maart 2019 - Kinderdagverblijf Globe - Renovatie kleedkamers-douche van het personeel - Overschrijding van de uitgave van € 1.685,80 (excl. btw) - Artikel 84401/724-60/96;

- 26 maart 2019 - Onderhoud en herstel van werf-laadtoestellen op wielen incl. herstelling en vervanging ervan van 2020 tot 2023 - € 75.000 (incl. btw) - Artikel 136/745-51/84 - Reservefonds;

- 26 maart 2019 - Informatisering van de diensten - Herwerking en migratie intranet - € 39.930 (incl. btw) - Artikel 139/742-53/53 - Lening;

- 26 maart 2019 - Informatisering van de diensten - Updates licenties VOIP en aankoop 40 licenties UCC standard en 40 softphones Plantronics - € 28.273,07 (incl. btw) - Artikel 139/742-53/53 - Lening;

- 26 maart 2019 - Informatisering van de diensten - Aankoop audiovisueel materiaal - € 1.460,99 (incl. btw) - Artikel 139/742-53/53 - Lening,

- 16 april 2019 - school Saint-Job, kinderdagverblijf, peutertuin - Toegangsbeveiliging - € 152.640 (incl. btw) - Artikel 722/724-60/85;

- 16 april 2019 - Aankoop stand « parapluie » - € 901,51 (incl. btw) - Artikel 131/744-98/58.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

25.04.2019/A/0004 **Passation de marchés de travaux, de fournitures et de services.- Marchés de faible montant.- Dépenses budget ordinaire/ Accord cadre-conclu.- Délégation de pouvoirs.**

Le Conseil,

Attendu que l'article 234, § 1 de la nouvelle loi communale stipule que le Conseil communal choisit la procédure de passation des marchés de travaux, de fournitures et de services et en fixe les conditions;

Qu'en vertu de l'article 234, § 4, le Conseil communal peut déléguer le pouvoir visé au premier paragraphe au Secrétaire communal ou à un autre fonctionnaire nommé désigné, pour les dépenses relevant du budget ordinaire et pour autant qu'il s'agit de marchés publics visés à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés

publics (marchés de faible montant - facture acceptée de maximum 30.000 € HTVA);
Qu'en vertu de l'article 234, § 5, le Conseil communal peut déléguer le pouvoir visé au premier paragraphe au Secrétaire communal ou à un autre fonctionnaire nommément désigné, pour les marchés fondés sur un accord-cadre conclu et pour autant qu'il s'agit de marchés publics visés à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics (marchés de faible montant - facture acceptée de maximum 30.000 € HTVA);
Attendu que la délégation vers les fonctionnaire nommément désignés a pour objectif de faciliter le processus des marchés publics de faible montant et de responsabiliser les Directeurs de département de notre administration afin de pouvoir procéder aux engagements de crédits, d'émettre et envoyer des bons de commande;
Attendu qu'un arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 juin 2018 a modifié dans ce sens les articles 57 et 60 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant règlement général de la comptabilité communale;
Attendu la nécessité de prévoir une certaine souplesse pour les marchés publics de faible montant au service ordinaire et des marchés publics de faible montant fondés sur un accord-cadre;
Attendu qu'en cette matière, la délégation proposée répond de manière adéquate;
Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et suivants;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques,

Décide :

- de déléguer ses pouvoirs de choisir la procédure de passation des marchés publics et d'en fixer les conditions aux fonctionnaires cités ci-dessous, pour autant qu'il s'agit de marchés publics visés à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics (marchés de faible montant de maximum 30.000 € HTVA) et que les dépenses relèvent du budget ordinaire;
- de déléguer ces mêmes pouvoirs aux fonctionnaires cités ci-dessous pour les marchés fondés sur un accord-cadre conclu, pour autant qu'il s'agit de marchés publics visés à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics (marchés de faible montant de maximum 30.000 € HTVA);
- les délégations sont limitées à la période couverte par l'actuelle législature;
- les délégations sont limitées au montant de 10.000 € HTVA;
- il sera procédé à la publication de cette décision;
- les fonctionnaires nommément désignées sont :
 - Mme Laurence VAINSEL, Secrétaire communale;
 - M. Thierry BRUIER-DESMETH, Secrétaire communal adjoint, Directeur du Département Affaires générales;
 - M. Christian VAN DER HASSELT, Directeur du Département Etat civil;
 - Mme Frédérique MEURIS-DESMET, Directeur du Département Affaires sociales et économiques;
 - M. Patrick DE NUTTE, Directeur du Département Affaires culturelles et récréatives;
 - M. Philippe WARGNIES, Directeur du Département Affaires éducatives;
 - M. Didier HEYMANS, Directeur du Département Aménagement du territoire et politique foncière;
 - Mme Nathalie FORTON, Responsable commandes du Département Finances;
 - Mme Sylvie DUEZ, Directeur du Département Ressources humaines;
 - M. Aron MISRA, Directeur du Département Facility management.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

**Afsluiten van overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten.-
Overheidsopdrachten van beperkte waarde.- Uitgaven gewone dienst/ Gesloten
raamovereenkomst.- Delegatie van bevoegdheden.**

De Raad,

Aangezien artikel 234, § 1 van de nieuwe gemeentewet bepaalt dat de gemeenteraad de procedure kiest volgens dewelke de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten worden gegund en de voorwaarden ervan vaststelt;

Aangezien de gemeenteraad krachtens artikel 234, § 4 de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid kan overdragen aan de Gemeentesecretaris of aan een andere bij naam aangewezen ambtenaar, voor de uitgaven die vallen onder de gewone begroting en voor zover het betrekking heeft op overheidsopdrachten bedoeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten (opdrachten van een beperkte waarde - aanvaarde factuur van max. € 30.000 excl. btw);

Aangezien de gemeenteraad krachtens artikel 234, § 5 de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid kan overdragen aan de gemeentesecretaris of aan een andere bij naam aangewezen ambtenaar, voor de opdrachten op grond van een gesloten raamovereenkomst en voor zover het betrekking heeft op overheidsopdrachten bedoeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten (opdrachten van een beperkte waarde - aanvaarde factuur van max. € 30.000 excl. btw);

Aangezien de delegatie aan de bij naam aangewezen ambtenaren tot doel heeft om de procedures inzake overheidsopdrachten van beperkte waarde te versoepelen en de Directeurs van departementen van ons bestuur te responsabiliseren teneinde over te gaan tot de vastleggingen van de kredieten, de bestelbonnen op te maken en te verzenden;

Aangezien dat een Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 juni 2018 de artikelen 57 en 60 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit in deze zin heeft aangepast;

Gelet op de noodzaak om een zekere soepelheid te worden voorzien voor de overheidsopdrachten van beperkte omvang van de gewone dienst en de opdrachten van beperkte omvang op grond van een gesloten raamovereenkomst;

Aangezien de voorgestelde delegatie hier gepast aan voldoet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234 en volgende;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de concessieovereenkomsten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren,

Beslist :

- zijn bevoegdheden om de plaatsingsprocedure van overheidsopdrachten en de voorwaarden ervan vast te leggen over te dragen aan de bij naam aangewezen ambtenaren, voor zover het overheidsopdrachten betreft vermeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten (opdrachten van een beperkte waarde - aanvaarde factuur van max. € 30.000 excl. btw) en dat de uitgaven vallen onder de gewone begroting;

- dezelfde bevoegdheden over te dragen aan de bij naam aangewezen ambtenaren voor de opdrachten op grond van een gesloten raamovereenkomst, voor zover het overheidsopdrachten betreft vermeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten (opdrachten van een beperkte waarde - aanvaarde factuur van

max. € 30.000 excl. btw);

- de delegatie zal gelden voor de huidige legislatuur;
- de delegatie wordt beperkt tot een bedrag van 10.000 € (excl. BTW);
- de delegatie zal het voorwerp uitmaken van publicatie.
- de bij naam aangewezen ambtenaren zijn :
 - Mevr. Laurence VAINSEL, Gemeentesecretaris;
 - M. Thierry BRUIER-DESMETH, Adjunct-Gemeentesecretaris, Departement Algemene zaken;
 - M. Christian VAN DER HASSELT, Directeur Departement Burgerlijke stand;
 - Mevr. Frédérique MEURIS-DESMET, Directeur Departement Sociale en economische zaken;
 - M. Patrick DE NUTTE, Directeur Departement Culturele en recreatieve zaken;
 - M. Philippe WARGNIES, Directeur Departement Educatieve zaken;
 - M. Didier HEYMANS, Directeur Departement Ruimtelijke ordening en grondbeleid;
 - Mevr. Nathalie FORTON, Verantwoordelijke bestellingen Departement Financiën;
 - Mevr. Sylvie DUEZ, Directeur Departement Human resources;
 - M. Aron MISRA, Directeur Departement Facility management.

De onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Circulaire règlement comptable.pdf, RG comptabilité communale.pdf, NLC-Marchés publics.pdf

25.04.2019/A/0005 **A.S.B.L. A.L.E. d'Uccle.- Désignation de deux membres supplémentaires pour l'assemblée générale.**

Le Conseil,

Attendu que les articles 5, § 2 et 20 des des statuts de l'A.S.B.L. A.L.E. d'Uccle indiquent :

- que les membres effectifs de l'A.L.E. sont désignées, pour le moitié par le Conseil communal et pour l'autre moitié par les organisations qui siègent au Conseil national du travail;
- que l'association est dirigée par un Conseil d'Administration composé de 12 administrateurs au moins et 24 au plus, nommés par l'Assemblée Générale;

Que lors de son Assemblée Générale du 17 mars 2015, l'A.L.E. a décidé de limiter à 16 le nombre de membres à l'Assemblée générale et à 12 le nombre de membres du Conseil d'Administration,

Qu'en séance du 28 février 2019, le Conseil communal avait déjà désigné 6 membres;

Qu'il y a lieu désigner deux membres supplémentaires afin de constituer l'Assemblée générale,

Décide de désigner en qualité de membres de l'Assemblée générale de l'A.L.E. d'Uccle :

M. Marc Cools, conseiller communal (Uccle en Avant);

M. Eric Decroix (ECOLO-GROEN).

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

V.Z.W. P.W.A. van Ukkel.- Aanduiding van twee bijkomende leden voor de algemene vergadering.

De Raad,

Aangezien artikels 5, § 2 en 20 van de statuten van vzw PWA van Ukkel het volgende vermelden:

- de effectieve PWA-leden worden aangesteld, voor de helft door de gemeenteraad en voor de helft door de organisaties die zetelen in de Nationale Arbeidsraad;
- De vereniging wordt bestuurd door een raad van bestuur, samengesteld uit min. 12 en max. 24 bestuurders, aangesteld door de algemene vergadering;

Aangezien het PWA tijdens de algemene vergadering van 17 maart 2015 had beslist om het aantal leden in de algemene vergadering tot 16 te beperken en het aantal leden van de raad van bestuur tot 12;

Aangezien de gemeenteraad reeds 6 leden had aangewezen in zitting van 28 februari 2019;

Aangezien er twee bijkomende leden aangesteld moeten worden om de algemene vergadering samen te stellen,

Beslist om de volgende personen aan te stellen :

De h. Marc Cools, gemeenteraadslid, in de hoedanigheid van lid van de algemene vergadering van het PWA van Ukkel;

De h. Eric Decroix (ECOLO-GROEN) in de hoedanigheid van lid van de algemene vergadering van het PWA van Ukkel.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

25.04.2019/A/0006 **Mandats à conférer dans les A.S.B.L. communales.- A.S.B.L. Promotion du commerce et de l'économie ucquoise.- Désignation des membres.**

Le Conseil,

Attendu qu'en date du 22 janvier 2015, le Conseil a approuvé la création de l'A.S.B.L. Promotion du commerce et l'économie ucquoise;

Que cette association est administré par un Conseil d'administration qui se compose d'un président (échevin du Commerce), d'un secrétaire (le responsable du service de l'Economie et du Commerce) et d'un trésorier;

Qu'en vertu de l'article 3 des statuts, ceux-ci sont membres effectifs de droit de l'association;

Qu'outre ces trois membres, l'association est composée d'un conseiller communal par groupe politique, désignés à cet effet par délibération du Conseil communal;

Qu'à la suite des élections communales, il y a donc lieu de renouveler sa composition,

Décide de désigner comme membre de l'A.S.B.L. Promotion du commerce et de l'économie ucquoise :

- Mme Diane Culer, représentant le groupe MR;
- M. Pierre Desmet, représentant le groupe ECOLO-GROEN;
- Mme Céline Fremault, représentant le groupe CDH;

- Mme Odile Margaux, représentant le groupe DéFI;
- Mme Véronique Lederman, représentant le groupe Uccle en Avant;
- M. Hayette, représentant le groupe PS.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Toe te kennen mandaten in de gemeentelijke V.Z.W.'s.- V.Z.W. Promotion du commerce et de l'économie ucquoise.- Aanduiding van de leden.

De Raad,

Aangezien de raad op 22 januari 2015 zijn goedkeuring heeft verleend aan de oprichting van vzw Promotion du commerce et l'économie ucquoise;

Aangezien deze vereniging wordt bestuurd door een raad van bestuur die is samengesteld uit een voorzitter (de schepenen van Handel), een secretaris (de verantwoordelijke van de dienst Economie en Handel) en een penningmeester;

Aangezien deze effectief lid van rechtswege van de vereniging zijn krachtens artikel 3 van de statuten;

Aangezien de vereniging naast deze drie leden is samengesteld uit een gemeenteraadslid van elke politieke partij, hiertoe aangesteld per beraadslaging van de gemeenteraad;

Aangezien de samenstelling ervan gewijzigd dient te worden ingevolge de gemeenteraadsverkiezingen,

Beslist de volgende personen aan te stellen als lid van vzw Promotion du commerce et de l'économie ucquoise :

- Mevr. Diane Culer, ter vertegenwoordiging van MR;
- De h. Pierre Desmet, ter vertegenwoordiging van ECOLO-GROEN;
- Mevr. Céline Fremault, ter vertegenwoordiging van CDH;
- Mevr. Odile Margaux, ter vertegenwoordiging van DéFI;
- Mevr. Véronique Lederman, ter vertegenwoordiging van Uccle en Avant;
- De h. Bernard Hayette, ter vertegenwoordiging van PS.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Article 3 statuts Commerce et economie.pdf

25.04.2019/A/0007 **Intercommunale Vivaqua.- Désignation d'un délégué aux assemblées générales.- Modification.**

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 24 janvier 2019, le Conseil communal a désigné M. Eric Sax, conseiller communal, en qualité de délégué aux assemblées générales de Vivaqua;

Que ce dernier, ayant quitté le groupe MR auquel il appartenait, se désiste de ce mandat;

Que le groupe MR propose la candidature de M. Jérôme Toussaint, conseiller communal, pour le remplacer,

Décide de désigner M. Jérôme Toussaint, conseiller communal, en qualité de délégué

aux assemblées générales générales de Vivaqua.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Intercommunale Vivaqua.- Aanduiding van een afgevaardigde bij de algemene vergaderingen.- Wijziging.

De Raad,
Aangezien de gemeenteraad in zitting van 24 januari 2019 de h. Eric Sax, gemeenteraadslid, heeft aangesteld in de hoedanigheid van afgevaardigde in de algemene vergaderingen van Vivaqua;
Aangezien deze laatste, die de MR heeft verlaten, afziet van dit mandaat;
Aangezien de MR ter vervanging de kandidatuur van de h. Jérôme Toussaint, gemeenteraadslid, voorstelt,
Beslist de h. Jérôme Toussaint, gemeenteraadslid, aan te stellen in de hoedanigheid van afgevaardigde in de algemene vergaderingen van Vivaqua.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
TR Mandat Vivaqua.msg

25.04.2019/A/0008 **Intercommunale Brutélé.- Désignation de candidats administrateur.**

Le Conseil,
Attendu que le Conseil d'Administration de Brutélé doit être modifiée en fonction des résultats des élections du 14 octobre 2018;
Que les 10 administrateurs représentant les six communes associées bruxelloises sont désignés à la proportionnelle de l'ensemble des conseils communaux de ces communes,
Que l'assemblée générale de Brutélé du mois de juin prochain devra désigner ces nouveaux administrateurs sur base des candidatures introduites par les partis politiques représentés au sein des conseils communaux des 6 communes bruxelloises associées;
Qu'en principe, la Commune d'Uccle devrait disposer de deux mandats,
Décide de proposer auprès de Brutélé les candidatures suivantes :
- M. Thibaud Wyngaard, échevin;
- Mme Carine Gol-Lescot, échevin.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Intercommunale Brutélé.- Aanduiding van kandidaten bestuurder.

De Raad,
Aangezien de raad van bestuur van Brutélé gewijzigd moet worden op basis van de resultaten van de verkiezingen van 14 oktober 2018;
Aangezien de 10 bestuurders die de zes aangesloten gemeenten vertegenwoordigen, worden aangewezen naar evenredigheid van het geheel van de gemeenteraden van

deze gemeentes;

Aangezien de algemene vergadering van Brutélé in juni deze nieuwe bestuurders zal moeten aanwijzen op basis van kandidaturen, ingediend door de politieke fracties die vertegenwoordigd zijn binnen de gemeenteraden van de zes aangesloten gemeentes;

Aangezien de gemeente Ukkel in principe over twee mandaten zou moeten beschikken;
Beslist de volgende kandidaturen bij Brutélé voor te stellen :

- de h. Thibaud Wyngaard, schepen;
- Mevr. Carine Gol-Lescot, schepen.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

25.04.2019/A/0009 **S.C.R.L. Binhôme.- Conseil d'administration.- Désignation de membres avec voix consultative.**

Le Conseil,

Attendu que l'article 24 des statuts de la S.C.R.L. Binhôme, société issue de la fusion entre la Société Uccloise du Logement et le Foyer Ixellois, prévoit que la société est gérée par un Conseil d'administration de maximum 11 membres;

Que ces administrateurs sont nommés par l'Assemblée générale et que pour Uccle, 4 administrateurs sont nommés sur base d'une liste de candidats proposés par la commune (dont deux représentants issus du Conseil communal),

Qu'en séance du 28 mars 2019, le Conseil communal a désigné quatre candidats au poste d'administrateur;

Considérant que d'autre part, l'article 56 du Code bruxellois du Logement, en son article 56, prévoit que si le conseil d'administration ne comporte pas d'administrateur appartenant aux groupes du conseil communal non représentés aux collèges des bourgmestre et échevins, ces groupes sont, toutes communes concernées confondues, représentés au sein du conseil d'administration par deux membres avec voix consultative;

Vu la candidature de M. De Bock,

Décide de désigner M. Emmanuel De Bock, Conseiller communal, en qualité de membre du Conseil d'administration de Binhôme, avec voix consultative.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Binhôme.- Aanduiding van leden met raadgevende stem.

De Raad,

Aangezien artikel 24 van de statuten van cvba Binhôme, maatschappij die het resultaat is van de fusie tussen de Ukkelse Huisvestingsmaatschappij en Foyer Ixellois, voorziet dat de maatschappij beheerd wordt door een raad van bestuur van max. 11 leden;

Aangezien deze bestuurders aangesteld worden door de algemene vergadering en er voor Ukkel 4 bestuurders werden aangesteld op basis van een lijst van kandidaten, voorgesteld door de gemeente (waarvan twee vertegenwoordigers uit de gemeenteraad);

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 28 maart 2019 vier kandidaten heeft

aangewezen voor de post van bestuurder;

Overwegende dat artikel 56 van de Brusselse Huisvestingscode anderzijds voorziet dat, wanneer de raad van bestuur geen bestuurder heeft die behoort tot de fracties in de gemeenteraad die niet vertegenwoordigd zijn in het college van burgemeester en schepenen, die fracties, voor alle gemeenten samen, vertegenwoordigd worden in de raad van bestuur door twee leden met raadgevende stem;

Gelet op de kandidatuur van de h. De Bock,

Beslist de h. Emmanuel De Bock voor te stellen als lid met raadgevende stem in de raad van bestuur van Binhôme.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Article 56 Code bruxellois du Logement.doc, Artikel 56 Brusselse huisvestingscode.doc

25.04.2019/A/0010 **Société Immobilière de Service Public Foyer du Sud.- Délégué aux assemblées générales.**

Le Conseil,

Attendu que la SISP "Le Foyer du Sud", SISP issue de la de la fusion entre le "Foyer forestois" et le "Foyer Saint-Gillois", dans laquelle la Commune détient 200 parts tiendra sa prochaine Assemblée générale le mercredi 22 juin prochain;

Qu'elle invite la Commune à désigner son représentant,

Décide de désigner M. Jonathan Biermann, échevin, en qualité de délégué aux assemblées générales du Foyer du Sud.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Foyer du Sud.- Afgevaardigde bij de algemene vergaderingen.

De raad,

Aangezien de algemene vergadering van de OVM "Le Foyer du Sud", ontstaan uit de fusie van "Foyer forestois" en "Foyer Saint-Gillois", waarin de gemeente 200 aandelen bezit, op woensdag 22 juni zal plaatsvinden;

Aangezien de gemeente wordt verzocht haar vertegenwoordiger aan te stellen,

Beslist de h. Jonathan Biermann, schepen, aan te stellen in de hoedanigheid van afgevaardigde in de algemene vergaderingen van Foyer du Sud.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Foyer du Sud - Délibération Ixelles.pdf, Lettre Foyer du Sud - Assemblée générale.pdf

DÉPARTEMENT ÉTAT CIVIL - DEPARTEMENT BURGERLIJKE STAND

État civil - Burgerlijke stand

25.04.2019/A/0011 **Remplacement de l'ascenseur de la Maison communale.- Mariages à la Maison des Arts.**

Le Conseil,

Attendu que des travaux de remplacement de l'ascenseur de la Maison communale sont planifiés du 1er juillet au 21 août 2019;

Attendu que celui-ci est largement utilisé lors de la célébration des mariages;

Considérant qu'il serait opportun de déplacer ces cérémonies vers un autre lieu de célébration, à savoir à la Maison des Arts de la rue du Doyenné, au n° 102;

Considérant qu'un retard dans le planning des travaux est possible;

Attendu que la Maison des Arts est déjà occupée par la commune du 22 au 25 août 2019 inclus;

Vu l'article 165/1 du Code civil qui dispose que le Conseil communal peut désigner, sur le territoire de la commune, d'autres lieux publics à caractère neutre, dont la commune a l'usage exclusif, pour célébrer les mariages,

Décide :

- de marquer son accord sur la désignation de la Maison des Arts comme lieu de célébration officielle des mariages en-dehors de la Maison communale, conformément à l'article 165/1 du Code civil;
- d'en confirmer la réservation, en semaine et le week-end, entre le 1er juillet et le 31 août 2019, à l'exception des jours précités.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Vervanging van de lift van het gemeentehuis.- Huwelijken in het Kunsthuis.

De Raad,

Aangezien dat de vervangingswerken van de lift van het Gemeentehuis voorzien worden van 1 juli t.e.m. 21 augustus 2019;

Aangezien dat deze lift veel gebruikt wordt ter gelegenheid van de huwelijksplechtigheden;

Overwegende dat het aangewezen zou zijn de plechtigheden naar een andere zaal te verplaatsen, ten weten naar het Kunsthuis van de Dekenijstraat, op nr. 102;

Overwegende dat een vertraging in de planning van de werken mogelijk is;

Aangezien dat het Kunsthuis al door de gemeente gereserveerd wordt van 22 t.e.m. 25 augustus 2019;

Gelet het artikel 165/1 van het Gerechtelijk Wetboek dat bepaalt dat de Gemeenteraad, op het grondgebied van de gemeente, andere neutrale openbare ruimten, waarvan de gemeente het exclusief gebruik van heeft, om de huwelijken te vieren, kan bepalen,

Beslist :

- zijn toestemming te verlenen op de aanduiding van het Kunsthuis als officiële vieringsplaats buiten het Gemeentehuis, overeenkomstig artikel 165/1 van het Burgerlijk Wetboek;
- de reservatie ervan te bevestigen, gedurende de week en het weekend, tussen 1 juli en 31 augustus 2019, behalve gedurende de bovenvermelde dagen.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Jean-Luc Vanraes entre en séance / treedt in zitting.
Valérie Gillès de Pelichy entre en séance / treedt in zitting.
Joëlle Maison quitte la séance / verlaat de zitting.

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIJTE

Mobilité - Mobiliteit

25.04.2019/A/0012 **Octroi d'une prime communale à l'achat d'un vélo à assistance électrique, d'un kit d'adaptation électrique pour vélo, d'un vélo-cargo ou d'un vélo-cargo à assistance électrique.**

Le Conseil,

Vu le Plan Iris II qui veut promouvoir l'utilisation des modes actifs et dont un des objectifs est d'augmenter à 20 % en 2018 la part des déplacements à vélos;

Vu le Plan Vélo 2010-2015 de la Région de Bruxelles-Capitale qui stipule qu'il faut intensifier l'usage du vélo pour promouvoir durablement l'emploi à Bruxelles et pour participer à la diminution du coût des soins de santé;

Vu le PRDD qui veut faire des modes actifs le moyen de déplacement privilégié pour les distances de moins de 5 km à l'horizon 2030;

Vu l'Audit BYPAD et son Plan d'action vélo de la commune d'Uccle qui met en évidence le potentiel que constitue l'assistance électrique pour la population uccloise dans ses déplacements à vélo;

Considérant le développement prochain des Itinéraires Cyclables Régionaux;

Considérant l'article budgétaire 410/522-51/95 à hauteur de 85.000 € pour l'exercice budgétaire de 2019, sous réserve d'approbation du budget par la tutelle;

Considérant que la prime s'élève à un montant forfaitaire de 250 € par vélo à assistance électrique, kit d'adaptation électrique pour vélo, vélo-cargo ou vélo-cargo à assistance électrique;

Considérant que la demande doit être adressée au plus tard 8 mois après l'achat du vélo à assistance électrique, du kit d'adaptation électrique pour vélo, du vélo-cargo ou du vélo-cargo à assistance électrique entre l'entrée en vigueur du règlement et le 30 juin 2019;

Considérant que la demande doit être adressée au plus tard 3 mois après l'achat du vélo à assistance électrique, du kit d'adaptation électrique pour vélo, du vélo-cargo ou du vélo-cargo à assistance électrique à partir du 1er juillet 2019,

Décide d'approuver le règlement sur l'octroi d'une prime à l'achat d'un vélo à assistance électrique neuf, d'un kit d'adaptation électrique pour vélo neuf, d'un vélo-cargo neuf ou d'un vélo-cargo à assistance électrique neuf.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Toekenning van een gemeentelijke premie bij de aankoop van een elektrische fiets, een elektrische aanpassingskit voor fietsen, een bakfiets of een elektrische bakfiets.

De Raad,

Gelet op het Iris2-plan, dat het gebruik van actieve vervoermiddelen wil aanmoedigen en waarvan een van de doelstellingen is het aandeel van de verplaatsingen met de fiets in 2018 te verhogen tot 20 %;

Gelet op het Fietsplan 2010-2015 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat bepaalt dat de fiets meer gebruikt moet worden om de tewerkstelling in Brussel duurzaam te promoten en om de kosten voor gezondheidszorg te helpen doen dalen;

Gelet op het GPDO, dat tegen 2030 ervoor wil zorgen dat voor afstanden van minder dan 5 km vooral actieve vervoerswijzen worden gekozen.

Gelet op de BYPAD-audit en het Fietsactieplan van de gemeente Ukkel, dat het potentieel benadrukt dat elektrische fietsen voor de Ukkelse bevolking voor verplaatsingen met de fiets inhouden;

Overwegende de komende uitbreiding van de gewestelijke fietsroutes;

Overwegende begrotingsartikel 410/522-51/95 ten belope van € 85.000 voor het dienstjaar 2019, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid;

Overwegende dat de premie een forfaitair bedrag van € 250 per aangekochte elektrische fiets, elektrische aanpassingskit voor fietsen, bakfiets of elektrische bakfiets bedraagt;

Overwegende dat de aanvraag moet worden ingediend ten laatste 8 maanden na de aankoop van de elektrische fiets, de elektrische aanpassingskit voor fietsen, de bakfiets of de elektrische bakfiets tussen de inwerkingtreding van het onderhavige reglement en 30 juni 2019;

Overwegende dat de aanvraag moet worden ingediend ten laatste 3 maanden na de aankoop van de elektrische fiets, de elektrische aanpassingskit voor fietsen, de bakfiets of de elektrische bakfiets vanaf 1 juli 2019,

Beslist het reglement op de toekenning van een premie voor de aankoop van een nieuwe elektrische fiets, een nieuwe elektrische aanpassingskit voor fietsen, een nieuwe bakfiets of een nieuwe elektrische bakfiets goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Règlement_prime_vélo_électrique_2019_fr.docx,

Règlement_prime_vélo_électrique_2019_nl.docx

Eric Sax quitte la séance / verlaat de zitting.

Serge Minet quitte la séance / verlaat de zitting.

Yaël Ariane Nour Haumont quitte la séance / verlaat de zitting.

25.04.2019/A/0013 **Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Voiries communales.- Abrogations, rectifications et nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière ;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière ;

Considérant que certains articles doivent être abrogés, demandent une rectification ou une nouvelle disposition;

Abrogations :

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants, sur une distance de 6m sauf spécifié autrement :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.256.- Rue des Cottages, 117;

17.II.1.d.370.- Allée Jean de la Fontaine, à hauteur du n° 16 de l'avenue du Hérisson;

Article 22.E.- Des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km/h sont prévues aux endroits ci-après :

22.E.262.- Venelle Robert Brout;

Rectifications :

Article 2.D.- Les endroits ci-après sont réservés au jeu durant certaines périodes :

2.D.5.- Rue Joseph Hazard, le 1er dimanche d'avril, le 1er et 3ième dimanche de mai à septembre et le 1er dimanche d'octobre, de 9h à 20h;

Article 26.- Une zone pourvue de parcomètres ou d'horodateurs limitant la durée de stationnement conformément aux dispositions de l'article 27.3 de l'A.R du 1er décembre 1975 est créée sur les voies suivantes :

26.61.- Chaussée de Waterloo, des n°s 662 et 673 jusqu'à l'avenue du Maréchal;

Nouvelles dispositions :

Article 2.D.- Les endroits ci-après sont réservés au jeu durant certaines périodes :

2.D.6.- Rue Emile Lecomte, chaque troisième dimanche de mois, de janvier à décembre, de 10h à 18h;

Article 5.- L'accès des voies ci-après est interdit aux véhicules dont les dimensions dépassent, chargement compris, le maximum autorisé pour l'une d'elles :

5.2- largeur.

5.2.2.- Avenue Buysdelle, du n° 52 jusqu'au n° 30 : 1, 90 m;

Article 13.J.- Des zones d'évitement, ayant une longueur qui se situe entre 1 m et 3 m, sauf spécifié autrement, sont établies aux endroits suivants :

13.J.681.- Rue du Roetaert, au mitoyen des n°s 79-77;

13.J.682.- Rue du Château d'Eau, au mitoyen des n°s 115 et 125;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants, sur une distance de 6m sauf spécifié autrement:

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.408.- Venelle Robert Brout, à hauteur du n° 5 ;

Article 21.- Des emplacements de stationnement délimités par des marques (lignes pleines) de couleur blanche sont établis aux endroits suivants :

21.61.- Venelle Robert Brout, du n° 1 au n° 2 : 6 emplacements;

21.62.- Venelle Robert Brout, à hauteur du n° 3 : 1 emplacement;

21.63.- Venelle Robert Brout, du côté opposé au n° 1 et au n° 2 : 6 emplacements;

Article 22.C.- Une zone résidentielle est réalisée aux endroits suivants, conformément aux plans annexés :

22.C.20.- Venelle Robert Brout;

Article 26.- Une zone pourvue de parcomètres ou d'horodateurs limitant la durée de stationnement conformément aux dispositions de l'article 27.3 de l'A.R du 1er

décembre 1975 est créée sur les voies suivantes :

26.131.- Chaussée de Waterloo, des avenues du Fort-Jaco et Jacques Pastur jusqu'à l'avenue du Prince d'Orange;

Article 27.- Une zone pourvue de parcomètres ou d'horodateurs limitant la durée de stationnement conformément aux dispositions de l'article 27.3 de l'A.R du 1er décembre 1975 est créée sur les voies suivantes :

27.18.- Chaussée de Waterloo, de l'avenue du Maréchal jusqu'aux avenues du Fort-Jaco et Jacques Pastur,

Décide d'approuver les mesures susmentionnées.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 34 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Emmanuel De Bock, Nicolas Clumeck.

Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Gemeentewegen.- intrekkingen, verbeteringen en nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 en volgende van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimumafmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van de verkeerstekens;

Overwegende dat bepaalde artikels ingetrokken moeten worden, een rechtzetting of een nieuwe bepaling vragen;

Intrekkingen :

Artikel 17.II.- Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen, over een afstand van 6 meter behalve anders gespecificeerd :

17.II.1- aan bepaalde voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.256.- Landhuisjesstraat 117;

17.II.1.d.370.- Jean de la Fontainelaan, ter hoogte van nummer 16 van de Egellaan;

Artikel 22.E.- Op de volgende plaatsen worden zones 30 aangelegd :

22.E.262.- Robert Broutsteeg;

Rechtzettingen :

Artikel 2.D.- De hierna opgesomde plaatsen zijn speelstraten tijdens bepaalde periodes :

2.D.5.- Joseph Hazardstraat, de eerste zondag van april, de eerste en derde zondag van mei tot september en de eerste zondag van oktober, van 9 tot 20 uur;

Artikel 26.- Op de volgende wegen wordt een zone met parkeermeters of parkeerautomaten ter beperking van de parkeertijd voorzien conform de bepalingen van artikel 27.3 van het KB van 1 december 1975 :

26.61.- Waterlooosesteenweg, van nummers 662 en 673 tot de Maarschalklaan;

Nieuwe bepalingen :

Artikel 2.D.- De hierna opgesomde plaatsen zijn speelstraten tijdens bepaalde periodes :

2.D.6.- Emile Lecomtestraat, elke derde zondag van de maand, van januari tot december, van 10 tot 18 uur;

Artikel 5.- De toegang tot de volgende wegen is verboden voor voertuigen waarvan de afmetingen, inclusief lading, een van de maximum toegelaten afmetingen overschrijden :

5.2- breedte.

5.2.2.- Buysdellelaan, van nr. 52 tot en met nr. 30 : 1,90 m;

Artikel 13.J.- Op de volgende plaatsen worden verdrijvingsvlakken aangelegd met een lengte van 1 tot 3 meter, behalve anders gespecificeerd:

13.J.681.- Roetaertstraat, op de scheiding van nummer 79-77;

13.J.682.- Waterkasteelstraat, op de scheiding van nummer 115 en 125;

Artikel 17.II.- Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen, over een afstand van 6 meter behalve anders gespecificeerd:

17.II.1- aan bepaalde voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.408.- Robert Broutsteeg, ter hoogte van nr. 5;

Artikel 21.- Op de volgende plaatsen worden parkeerplaatsen afgebakend met witte markeringen (volle lijnen) :

21.61.- Robert Broutsteeg, van nr. 1 tot nr. 2 : 6 plaatsen;

21.62.- Robert Broutsteeg, ter hoogte van nr. 3 : 1 plaats;

21.63.- Robert Broutsteeg, aan de kant tegenover nr. 1 tot nr. 2 : 6 plaatsen;

Artikel 22.C.- Op de volgende plaatsen wordt een woonerf aangelegd, overeenkomstig de bijgevoegde plannen :

22.C.20.- Robert Broutsteeg;

Artikel 26.- Op de volgende wegen wordt een zone met parkeermeters of parkeerautomaten ter beperking van de parkeertijd voorzien conform de bepalingen van artikel 27.3 van het KB van 1 december 1975 :

26.131.- Waterlooosesteenweg, van de Fort-Jacolaan en de Jacques Pasturlaan tot de Prins van Oranjelaan;

Artikel 27.- Op de volgende wegen wordt een zone met parkeermeters of parkeerautomaten ter beperking van de parkeertijd voorzien conform de bepalingen van artikel 27.3 van het KB van 1 december 1975 :

27.18.- Waterlooosesteenweg, van de Maarschalklaan tot de Fort Jacolaan en de Jacques Pasturlaan,

Beslist de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 34 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Onthoudingen : Emmanuel De Bock, Nicolas Clumeck.

1 annexe / 1 bijlage

2019 03 28_Cc_Annexes.pdf

25.04.2019/A/0014 **Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Voiries communales.- Abrogations, rectifications et nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière ;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière ;

Considérant que certains articles doivent être abrogés, demandent une rectification ou une nouvelle disposition;

Abrogations :

Article 2.A.- L'accès est interdit dans les deux sens à tout conducteur, dans les voies ci-après :

2.A.23.- Avenue Jacques Pastur, tronçon compris entre l'immeuble n° 160 et l'avenue Dolez;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants, sur une distance de 6m, sauf spécifié autrement:

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.b- C.D.

17.II.1.b.35.- Place Guy d'Arezzo, 17, devant la Chancellerie de la Principauté de Monaco : 6 m;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants, sur une distance de 6m sauf spécifié autrement:

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.337.- Avenue Coghen, 160;

Article 22.E.- Des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km/h sont prévues aux endroits ci-après :

22.E.104.- Rue Marie Depage, du carrefour avec la rue Edith Cavell au n° 16 (école communale du Longchamp);

Rectification :

Article 22.E.- Des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km/h sont prévues aux endroits ci-après :

22.E.103.- Rue Marie Depage, entre le rond-point Churchill et la rue Edith Cavell (école communale du Longchamp);

Nouvelles dispositions :

Article 2.B.- L'accès est interdit dans les deux sens à tout conducteur, sauf pour les cyclistes, aux voies ci-après :

2.B.13.- Avenue Jacques Pastur, tronçon compris entre l'immeuble n°160 et l'avenue Dolez;

Article 13.E.- Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants :

13.E.553.- Rue Papenkasteel, au carrefour avec la rue de Verrewinkel;

Article 13.J.- Des zones d'évitement, ayant une longueur qui se situe entre 1 m et 3 m, sauf spécifié autrement, sont établies aux endroits suivants :

13.J.683.- Rue Stanley, au mitoyen des n°54-56 et au mitoyen des n° 56-58;

Article 14.- Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes :

14.344.- Avenue de Floréal, 53, du lundi au vendredi, de 7h00 à 18h00, sur 10 m;

14.345.- Rue du Bourdon, du n°320 jusqu'au carrefour Moensberg;

Article 15.- L'arrêt et le stationnement sont interdits sur les voies suivantes :

15.48.- Rue du Bourdon, à partir du n° 307 vers Moensberg, sur 30 m;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants, sur une distance de 6m sauf spécifié autrement:

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.
17.II.1.d.410.- Avenue de Floréal, au mitoyen des numéros 96-98;
17.II.1.d.411.- Rue Engeland, 557;
17.II.1.d.412.- Rue Beeckman, 41;
17.II.1.d.413.- Avenue d'Homborchveld, 52;
17.II.1.d.414.- Moensberg, 14;
17.II.1.d.415.- Rue Vanderkindere, 16;
17.II.1.d.416.- Rue Victor Allard, 145,
Décide d'approuver les mesures susmentionnées.

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Gemeentewegen.- Intrekkingen, verbeteringen en nieuwe bepalingen.

De Raad,
Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;
Gelet op artikel 60 en volgende van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;
Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimumafmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;
Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van de verkeerstekens;
Overwegende dat bepaalde artikels ingetrokken moeten worden, een rechtzetting of een nieuwe bepaling vragen;
Intrekkingen :
Artikel 2.A.- De toegang is verboden, in beide richtingen, voor iedere bestuurder, tot de volgende wegen :
2.A.23.- Jacques Pasturlaan, gedeelte tussen het gebouw met nr. 160 en de Dolezlaan;
Artikel 17.II.- Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen, over een afstand van 6 meter behalve anders gespecificeerd :
17.II.1- aan bepaalde voertuigen :
17.II.1.b.- CD.
17.II.1.b.35.- Guido van Arezzoplein 17, voor de ambassade van het prinsdom Monaco: 6 meter;
Artikel 17.II.- Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen, over een afstand van 6 meter behalve anders gespecificeerd :
17.II.1- aan bepaalde voertuigen :
17.II.1.d- Gehandicapten.
17.II.1.d.337.- Coghenlaan 160;
Artikel 22.E.- Op de volgende plaatsen worden zones 30 aangelegd :
22.E.104.- Marie Depagestraat, van het kruispunt met de Edith Cavellstraat tot nr. 16 (gemeenteschool Longchamp);
Rechtzetting :
Artikel 22.E.- Op de volgende plaatsen worden zones 30 aangelegd :
22.E.103.- Marie Depagestraat, tussen de Churchillrotonde en de Edith Cavellstraat (gemeenteschool Longchamp);

Nieuwe bepalingen :

Artikel 2.B.- De toegang is verboden, in beide richtingen, voor iedere bestuurder, behalve voor fietsers, tot de volgende wegen :

2.B.13.- Jacques Pasturlaan, gedeelte tussen het gebouw met nr. 160 en de Dolezlaan;

Artikel 13.E.- Op de volgende plaatsen worden voetgangersoversteekplaatsen afgebakend :

13.E.553.- Papenkasteelstraat, op het kruispunt met de Verrewinkelstraat;

Artikel 13.J.- Op de volgende plaatsen worden verdrijvingsvlakken aangelegd met een lengte van 1 tot 3 meter, behalve anders gespecificeerd :

13.J.683.- Stanleystraat, aan de scheiding van nr. 54-56 en aan de scheiding van nr. 56-58;

Artikel 14.- Het parkeren is verboden op de volgende wegen of weggedeeltes :

14.344.- Floréallaan 53, van maandag tot vrijdag van 7.00 tot 18.00 uur, over 10 meter;

14.345.- Horzelstraat, van nr. 320 tot het kruispunt Moensberg;

Artikel 15.- Het stilstaan en parkeren is verboden op de volgende wegen :

15.48.- Horzelstraat, vanaf nr. 307 in de richting van de Moensberg, over 30 meter;

Artikel 17.II.- Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen, over een afstand van 6 meter behalve anders gespecificeerd :

17.II.1- aan bepaalde voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.410.- Floréallaan, aan de scheiding van nr. 96-98;

17.II.1.d.411.- Engelandstraat 557;

17.II.1.d.412.- Beeckmanstraat 41;

17.II.1.d.413.- Homborchveldlaan 52;

17.II.1.d.414.- Moensberg 14;

17.II.1.d.415.- Vanderkinderestraat 16;

17.II.1.d.416.- Victor Allardstraat 145,

Beslist de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

2019 04 25_Cc_Annexes.pdf

25.04.2019/A/0015 **Transfert d'une installation de feux de signalisation à la Région de Bruxelles-Capitale.**

Le Conseil,

Vu que dans le cadre du programme AVANTI (amélioration de la vitesse commerciale des transports publics), Bruxelles Mobilité mène un programme de télécommande de feux dans le but de fluidifier la circulation des trams et des bus mais également la circulation automobile;

Qu'afin de pouvoir assurer une cohérence dans la gestion et l'entretien des grands axes, la Région de Bruxelles-Capitale souhaite piloter le feu tricolore situé au carrefour formé par les avenues Coghen et de Messidor, situé en voirie communale;

Qu'en date du 15 mars 2019, Bruxelles Mobilité a soumis à la signature du Collège la convention reprenant le transfert dudit carrefour,

Décide :

- de transférer la gestion du feu tricolore situé au carrefour formé par les avenues Coghén et de Messidor à la Région de Bruxelles-Capitale;
- de signer la convention, en deux exemplaires.

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Overdracht van verkeerslichten naar het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad,
Aangezien in het kader van het AVANTI-programma (verbetering van de commerciële snelheid van het openbaar vervoer) Brussel Mobiliteit een programma bestuurt voor de bediening op afstand van verkeerslichten om het verkeer van trams en bussen maar ook van auto's vlotter te laten doorstromen;
Dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het verkeerslicht op het kruispunt van de Coghénlaan en de Messidorlaan op het stratennet van de gemeente wenst te bedienen om samenhang in het beheer en het onderhoud van de grote verkeersaders te kunnen verzekeren;
Dat Brussel Mobiliteit op 15 maart 2019 de overeenkomst met de overdracht van het voornoemd kruispunt voorgelegd heeft ter ondertekening van het College,
Beslist :

- het beheer van het verkeerslicht op het kruispunt van de Coghénlaan en de Messidorlaan over te dragen aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- de overeenkomst in twee exemplaren te ondertekenen.

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
2019_Feux_Convention_Coghén.doc

Thibaud Wyngaard quitte la séance / verlaat de zitting.

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Urbanisme - Stedenbouw

25.04.2019/A/0016 **Avis sur le projet de modification du règlement régional d'urbanisme et son rapport sur les incidences environnementales.**

Le Conseil,
Considérant qu'en séance du 24 janvier 2019, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté en première lecture, le projet de Règlement Régional d'Urbanisme et son rapport sur les incidences;
Considérant que le gouvernement, dans sa déclaration de politique régionale, poursuit les objectifs spécifiques suivants :

1. Aboutir à une densification maîtrisée et harmonieuse de la Région;

2. Favoriser la création de logements étudiants;
3. Favoriser la reconversion des bureaux vides;

Considérant que par un courrier daté du 28 février 2019, et réceptionné le 1^{er} mars 2019, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a invité la commune d'Uccle à organiser l'enquête publique du 14 mars au 13 avril 2019 inclus et à émettre son avis dans un délai de 75 jours;

Considérant que l'enquête publique a été organisée dans les 19 communes du 14 mars au 13 avril 2019 inclus;

Vu l'article 89/3 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire,

Décide d'émettre l'avis repris en annexe sur le projet de modification du Règlement Régional d'Urbanisme.

Le Conseil approuve le point, ainsi que les deux amendements proposés par M. Cools.
35 votants : 35 votes positifs.

Advies over het ontwerp tot wijziging van de Gewestelijke stedenbouwkundige verordening en het milieueffectenverslag ervan.

De Raad,

Overwegende dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in zitting van 24 januari 2019 in eerste lezing het ontwerp van Gewestelijke stedenbouwkundige verordening en het effectenverslag ervan goedgekeurd heeft;

Overwegende dat de regering in haar algemene beleidsverklaring de volgende specifieke doelstellingen nastreeft :

1. Een beheerste en harmonieuze concentratie van het gewest;
2. De bouw van studentenwoningen bevorderen;
3. De reconversie van lege kantoorgebouwen bevorderen;

Overwegende dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in een schrijven van 28 februari 2019, ontvangen op 1 maart 2019, de gemeente Ukkel verzocht heeft het openbaar onderzoek te organiseren van 14 maart tot en met 13 april 2019 en haar advies binnen een termijn van 75 dagen te formuleren;

Overwegende dat het openbaar onderzoek in de 19 gemeentes georganiseerd is van 14 maart tot en met 13 april 2019;

Gelet op artikel 89/3 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening,

Beslist het bijgevoegde advies over het ontwerp tot wijziging van de Gewestelijke stedenbouwkundige verordening te formuleren.

De Raad keurt het punt goed, alsook de twee amendementen voorgesteld door de h. Cools.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

29 annexes / 29 bijlagen

Titre VI FR.PDF, Titel IV NL.PDF, Titel V NL.PDF, Titel VII NL.PDF, RNT_FR_Nov.2018.pdf, RIE_FR_Nov. 2018.pdf, RIE_NL_Nov.2018.pdf, Glossaire FR.PDF, Titre V_Bijlage 1_Wegen.pdf, Avis Urba-Vert-Voirie_modifié après conseil_nl.docx, Glossarium NL.PDF, Titel II NL.PDF, Titel I NL.PDF, Tite V_Annexe 1_Voiries.pdf, ARGB - BBHR.PDF, Titel III NL.PDF, Titre V FR.PDF, Titre I FR.PDF, Bijlage_Tekeningen.pdf, Titre II FR.PDF, Avis Urba-Vert-Voirie.docx, Titre III FR.PDF, Titre VII FR.PDF, Annexe_Croquis.pdf, RNT_NL_Nov.2018.pdf, Titre IV FR.PDF, Avis

Logement - Huisvesting

25.04.2019/A/0017 **Logement.- Maisons sises 116 et 129 Montagne de Saint-Job.- Modification des conditions de location.**

Le Conseil,

Vu l'article 123, 9° de la nouvelle loi communale relatif à l'administration des propriétés de la Commune;

Vu l'article 232 de la nouvelle loi communale relatif à la fixation des conditions de location des propriétés de la Commune;

Vu que, en séance du 5 mars 2014, l'Assemblée a approuvé le projet pour la rénovation et la mise en conformité des logements sis Montagne de Saint-Job 116 et 129;

Vu que les travaux de rénovation sont terminés et que la réception provisoire de ceux-ci a eu lieu le 14 mars 2019;

Attendu qu'il y a lieu de fixer des conditions de locations pour ces deux logements de manière cohérente par rapport aux loyers généralement pratiqués dans le parc locatif de la Régie foncière;

Vu l'étude comparative des loyers pratiqués dans notre parc locatif et les loyers de référence repris en annexe;

Attendu qu'il s'agit de logements complètement rénovés à faible consommation énergétique et de bonne qualité (voir descriptif en annexe),

Décide :

- d'affecter ces maisons à du logement moyen;
- de fixer les conditions de location suivantes :

- pour la maison 3 chambres sise Montagne de Saint-Job 116 à : 1.050 € indexé à date anniversaire du bail sur base de l'indice santé;
- pour la maison 1 chambre sise Montagne de Saint-Job 129 à : 800 € indexé à date anniversaire du bail sur base de l'indice santé;

- d'approuver le règlement d'ordre intérieur ci-annexé.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Huisvesting.- Woningen Berg van Sint-Job 116 en 129.- Wijziging van de huurvoorwaarden.

De Raad,

Gelet op artikel 123, 9° van de nieuwe gemeentewet betreffende het beheer van de gemeente eigendommen;

Gelet op artikel 232 van de nieuwe gemeentewet betreffende het vaststellen van de huurvoorwaarden voor gemeente-eigendommen;

Aangezien de vergadering in zitting van 5 maart 2014 het ontwerp voor de renovatie en

het in overeenstemming brengen van de woningen gelegen Berg van Sint-Job 116 en 129 goedgekeurd heeft;

Aangezien de renovatiewerken afgerond zijn en de voorlopige oplevering ervan plaatsgevonden heeft op 14 maart 2019;

Aangezien er voor deze twee woningen coherente huurvoorwaarden bepaald moeten worden in verhouding tot de huurprijzen die algemeen gehanteerd worden voor huurwoningen van de Grondregie;

Gelet op de vergelijkende studie van de huurprijzen voor onze huurwoningen en de indicatieve huurprijzen in de bijlage;

Aangezien het gaat om volledig gerenoveerde energiezuinige en kwalitatieve woningen (zie beschrijving in de bijlage),

Beslist :

- deze huizen te bestemmen tot middelgrote woningen;
- de volgende huurvoorwaarden vast te stellen :

- voor het huis met 3 slaapkamers gelegen Berg van Sint-Job 116 op € 1.050, geïndexeerd op de verjaardag van het huurcontract op basis van de gezondheidsindex;
- voor het huis met 1 slaapkamer gelegen Berg van Sint-Job 129 op € 800, geïndexeerd op de verjaardag van het huurcontract op basis van de gezondheidsindex;

- het bijgevoegde huishoudelijk reglement goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

proposition REGLEMENT D'OCCUPATION MONTAGNE ST JOB 2019.pdf, Montagne de St-Job 129- DESCRIPTIF.pdf, Montagne de St Job 116- DESCRIPTIF.pdf,

COMPARATIF LOYERS Montagne de St Job 129.pdf, Voorstel

BEZETTINGSREGLEMENT BERG VAN SINT JOB 2019 .pdf, COMPARATIF LOYERS Montagne de St Job 116.pdf

Régie foncière - Grondregie

25.04.2019/A/0018 **Régie foncière.- Bâtiment Stalle-Neerstalle - Family Corner, chaussée de Neerstalle, 458.- Approbation d'une nouvelle convention avec l'A.S.B.L. Lieu Pour Jouer.**

Le Conseil,

Considérant la nouvelle loi communale et notamment l'article 232;

Considérant qu'en date du 28 septembre 2017, l'Assemblée a approuvé une convention d'occupation précaire dans les locaux du Family Corner, en faveur de l'association de fait «Lieu Pour Jouer»;

Considérant que, depuis, cette association s'est constituée en A.S.B.L. et a son siège rue Vervloesem, 85 à 1200 Bruxelles;

Considérant que cette A.S.B.L., représentée par Madame Myriam Tacq, Présidente et

déléguée à la gestion journalière, aimerait modifier les points ci-dessous de la convention d'occupation précaire :

- horaire d'occupation fixé à deux demi-journées par semaine (lundi et jeudi de 9h à 13h) ainsi qu'un samedi matin pour supervision ou réunions d'équipe, selon un calendrier à préciser au moins trois mois à l'avance;
- accessibilité aux enfants en-dessous de 4 ans accompagnés d'un proche et non plus limitation aux enfants de 0 à 3 ans ;
- participation moyennant une contribution symbolique de 1 € par séance;
- nettoyage du matériel et des jouets par l'A.S.B.L. 2h/mois;
- utilisation possible du matériel et des jeux de l'A.S.B.L. lors des activités organisées par le Service Familles-Crèches pour autant que ceux-ci soient remplacés en cas de détérioration;

Considérant que l'A.S.B.L. demande également de ne pas payer de forfait de charges de 45 € par mois durant les deux mois d'été, mois durant lesquels elle n'organise pas d'activité pour le moment;

Considérant qu'une réponse négative lui avait déjà été transmise le 4 juin 2018, en argumentant que, occupation ou pas, les charges ne s'arrêtaient pas;

Considérant qu'un maintien du paiement des 45 € mensuels représente, même symboliquement, un maintien des droits et de l'usage;

Considérant ces changements survenus;

Considérant qu'une convention d'occupation précaire n'est pas adaptée dans ce cas actuel, aucune modification du local concerné n'étant prévue;

Considérant qu'il faudrait plutôt s'orienter vers une convention d'occupation;

Considérant que le service en a rédigé une, qui a obtenu l'accord du service juridique et de l'A.S.B.L.;

Considérant le tableau reprenant les conditions d'occupation,

Décide :

- de confirmer sa décision du 28 septembre 2017 et d'autoriser la mise à disposition du local "Family Corner", situé au rez-de-chaussée du 458 chaussée de Neerstalle, à l'A.S.B.L. "Lieu pour jouer" pour lui permettre l'accueil d'enfants de 0 à 4 ans, accompagnés d'un parent proche;
- de résilier la convention signée le 3 novembre 2017 avec l'association de fait «Lieu Pour Jouer»;
- d'approuver la nouvelle convention d'occupation en faveur de l'A.S.B.L. « Lieu Pour Jouer», dont le siège est situé rue Vervloesem, 85 à 1200 Bruxelles, d'une durée indéterminée, mentionnant le paiement d'un montant mensuel de 45 € non indexé pour couvrir le loyer et les charges énergétiques;
- d'approuver le maintien des paiements forfaitaires de 45 € en juillet et d'août, lors de la suspension des activités.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

**Grondregie.- Gebouw Stalle-Neerstalle - Family Corner, Neerstallesteenweg, 458.-
Goedkeuring van een nieuwe overeenkomst met de V.Z.W. Lieu Pour Jouer.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder het artikel 232;

Overwegende dat de vergadering op 28 september 2017 een preciaire gebruiksovereenkomst in de lokalen van de Family Corner heeft goedgekeurd, ten voordele van de feitelijke vereniging "Lieu Pour Jouer";

Overwegende dat deze vereniging sindsdien een vzw geworden is, met zetel in de Vervloesemstraat 85 te 1200 Brussel;

Overwegende dat deze V.Z.W. vertegenwoordigd door mevrouw Myriam Tacq, voorzitter en afgevaardigde voor het dagelijks bestuur, de volgende punten van de precaire gebruiksovereenkomst zou willen wijzigen :

- gebruik vastgelegd op twee halve dagen per week (maandag en donderdag van 9 tot 13 uur) en een zaterdagvoormiddag voor supervisie of teamvergaderingen, volgens een kalender die minstens drie maanden op voorhand opgesteld moet worden;
- toegankelijkheid voor kinderen jonger dan 4 jaar vergezeld van een naaste en niet langer beperking voor kinderen van 0 tot 3 jaar;
- deelname tegen een symbolische bijdrage van € 1 per sessie;
- reinigen van het materiaal en het speelgoed door de V.Z.W. 2 uur/maand;
- mogelijk gebruik van het materiaal en de spelen van de V.Z.W. bij activiteiten van de dienst Gezinnen-Kinderdagverblijven, voor zover ze vervangen worden in geval van beschadiging;

Overwegende dat de V.Z.W. ook vraagt geen forfait voor de lasten van € 45 per maand te betalen tijdens de twee zomermaanden, waarin ze voorlopig geen activiteiten organiseert;

Overwegende dat er op 4 juni 2018 al een negatief antwoord verstuurd werd, met de argumentatie dat de lasten niet ophouden, gebruik of niet;

Overwegende dat een behoud van de maandelijkse betaling van € 45 zelfs symbolisch een behoud van de rechten en het gebruik inhoudt;

Overwegende deze wijzigingen;

Overwegende dat een precaire gebruiksovereenkomst in het huidige geval niet aangepast is, aangezien er geen wijzigingen aan het betrokken lokaal voorzien zijn;

Overwegende dat men zich veeleer zou moeten richten op een gebruiksovereenkomst;

Overwegende dat de dienst er een opgesteld heeft, die goedgekeurd werd door de Juridische dienst en de V.Z.W.;

Overwegende de tabel met de gebruiksvoorwaarden,

Beslist :

- zijn beslissing van 28 september 2017 te bevestigen en ermee toe te stemmen het lokaal "Family Corner", gelegen op de gelijkvloerse verdieping van de Neerstallesteenweg 458, ter beschikking te stellen van de V.Z.W. "Lieu Pour Jouer" voor het onthaal van kinderen van 0 tot 4 jaar, vergezeld van een naast familielid;
 - de overeenkomst van 3 november 2017 met de feitelijke vereniging "Lieu Pour Jouer" op te zeggen;
 - de nieuwe gebruiksovereenkomst ten voordele van de V.Z.W. "Lieu Pour Jouer", met zetel te Vervloesemstraat 85, 1200 Brussel, voor een onbepaalde duur goed te keuren, met vermelding van de betaling van een niet geïndexeerd maandelijks bedrag van € 45 om de huur en de energiekosten te dekken;
- Het behoud van de forfaitaire betaling van € 45 in juli en augustus, wanneer er geen activiteiten plaatsvinden, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

8 annexes / 8 bijlagen

2018 06 13 extrait Moniteur statuts.pdf, 2016 05 19 Delib Coll Création Maison Enfance approbation principe.pdf, 2019 03 13 Convention occupation LPJ.pdf, 2017 09 28 Delib CC approbation convention.pdf, Etat des lieux d'entrée.pdf, 2018 07 20 Statuts asbl LPJ signés.pdf, 2019 Family Corner conditions occupation.pdf, 2017 11 03 convention Lieu pour Jouer signée.pdf

**DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT
CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN**

Culture - Cultuur

25.04.2019/A/0019 **A.S.B.L. Association Philharmonique d'Uccle.- Fête de la Musique du 23 juin 2019.-
Subside extraordinaire.**

Le Conseil,

Vu que par sa lettre du 18 mars 2019, l'Association Philharmonique d'Uccle sollicite l'intervention de l'administration communale pour l'organisation du concert de la Fête de la Musique qui sera donné à la salle du Conseil le 23 juin 2019 à 17h;

Vu que le budget prévisionnel de cette manifestation s'élève à 1.450 €;

Qu'il est proposé d'accorder 500 € maximum pour couvrir le déficit occasionné par ce concert, après analyse des documents et pièces justificatives prouvant la mise sur pied de cette activité et le résultat comptable de celle-ci;

Vu que cette dépense sera engagée à l'exercice 2019 - Article 775/332-02/70,

Décide d'accorder un subside extraordinaire de 500 € à l'A.S.B.L. Association Philharmonique d'Uccle.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

**A.S.B.L. Association Philharmonique d'Uccle.- Feest van de Muziek op 23 juni
2019.- Buitengewone toelage.**

De Raad,

Gelet op het schrijven van 18 maart 2019, waarin de Association Philharmonique d'Uccle de tussenkomst van de gemeente vraagt voor het organiseren van een concert ter gelegenheid van het feest van de muziek op 23 juni 2019 om 17u in de Raadzaal;

Aangezien de raming van de kosten van deze manifestatie 1.450 € bedraagt;

Aangezien het voorstel om 500 € maximum toe te kennen om het tekort van de organisatie van deze concert aan te vullen, na het nazien van de documenten en bewijsstukken en het boekhoudkundig verslag betreffende de inrichting van deze activiteit ons zullen bezorgd worden;

Gezien dat deze uitgave zal geboekt worden in de begroting 2019 - Artikel 775/332-02/70;

Beslist aan de V.Z.W. Association Philharmonique d'Uccle een buitengewone toelage van maximum € 500 toe te kennen.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Le Conseil,

Considérant que l'A.S.B.L. "Saint-Job qui bouge!" a été créée en 2017 pour dynamiser la vie de quartier, notamment en y organisant divers événements festifs et musicaux;

Considérant que le festival de musique "Montagne en sons" organisé depuis 2015 dans le cadre de la Fête de la Musique a contribué à renforcer le tissu social du quartier et à y entretenir la convivialité;

Vu que le budget prévisionnel de cette manifestation s'élève à 21.500 €;

Qu'il est proposé d'accorder 1.000 € maximum pour couvrir le déficit occasionné par ces concerts, après analyse des documents et pièces justificatives prouvant la mise sur pied de cette activité et le résultat comptable de celle-ci;

Vu que cette dépense sera engagée à l'exercice 2019 - Article 775/332-02/70,

Décide d'accorder un subside extraordinaire de 1.000 € à l'A.S.B.L. "Saint-Job qui bouge!".

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Subsidies toegekend aan de Montagne en Sons tijdens het muzikfeest 2019.

De Raad,

Overwegende dat de V.Z.W. "Saint-Job qui bouge!" opgericht werd in 2017 om de wijk te stimuleren, meer bepaald door de organisatie van allerlei feestelijke en muzikale evenementen;

Overwegende dat het muziekfestival "Montagne en sons", georganiseerd sinds 2015 in het kader van het muzikfeest, heeft bijgedragen aan de versterking van het sociale weefsel en de sfeer van de wijk;

Aangezien de raming van de kosten van deze manifestatie 21.500 € bedraagt;

Aangezien het voorstel om 1.000 € maximum toe te kennen om het tekort van de organisatie van deze concerten aan te vullen, na het nazien van de documenten en bewijsstukken en het boekhoudkundig verslag betreffende de inrichting van deze activiteit ons zullen bezorgd worden;

Gezien dat deze uitgave zal geboekt worden in de begroting 2019 - Artikel 775/332-02/70,

Beslist aan de V.Z.W. "Saint-Job qui bouge!" een buitengewone toelage van maximum € 1.000 toe te kennen.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT RESSOURCES HUMAINES - DEPARTEMENT HUMAN RESSOURCES

Personnel - Personeel

25.04.2019/A/0021 **Personnel.- Déplacements professionnels pour les membres du personnel communal.- Convention au système de vélos partagés.**

Le Conseil,

Vu la décision de principe du Collège des Bourgmestre et échevins en séance du 12 février 2019 de s'affilier au système de vélos partagés dans le cadre d'une solution alternative pour les déplacements professionnels pour les membres du personnel communal;

Attendu que l'affiliation au système VILLO est liée à l'approbation d'une convention qui détermine les conditions générales à respecter;

Attendu que cette convention est jointe à la présente délibération;

Vu que le prix de l'abonnement est très avantageux pour la commune;

Attendu que le prix de l'abonnement annuel est de 34,70 €(TTC) par abonnement pour un nombre illimité de locations;

Vu l'ordonnance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1988, organisant la tutelle administratives sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Sur propositions du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide d'approuver la convention relative au système de vélos partagés.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Personeel.- Beroepsverplaatsingen voor gemeentepersoneelsleden.- Overeenkomst inzake het deelfietsstelsel.

De Raad,

Gelet op de principebeslissing van het Collège van Burgemeester en Schepenen van 12 februari 2019 om toe te treden tot het deelfietsstelsel in het kader van een alternatieve oplossing voor beroepsverplaatsingen voor gemeentepersoneelsleden;

Aangezien de toetreding tot het VILLO-systeem verbonden is aan een overeenkomst die de na te leven algemene voorwaarden vastlegt;

Aangezien deze overeenkomst werd toegevoegd aan de onderhavige beraadslaging;

Aangezien de abonnementsprijs voor de gemeente erg voordelig is;

Aangezien de jaarlijkse abonnementsprijs € 34,70 (incl. alle taksen) per abonnement bedraagt voor een onbeperkt gebruik van een huurfiets;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 mei 1988 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Beslist overeenkomst inzake het deelfietsstelsel goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Convention Villo 2019.pdf

Thibaud Wyngaard entre en séance / treedt in zitting.

Joëlle Maison entre en séance / treedt in zitting.

Yaël Ariane Nour Haumont entre en séance / treedt in zitting.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Centrale des marchés - Opdrachtcentrale

25.04.2019/A/0022 **Conception d'un projet d'ameublement et aménagement du nouveau centre administratif communal.- Approbation des conditions et du mode de passation de l'accord-cadre.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, § 3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 38, § 1er, 1° b) (conception ou solutions innovantes) et l'article 43, § 4;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Considérant qu'en vue du prochain déménagement de l'administration communale d'Uccle, il convient de mener un projet de conception et d'ameublement du bâtiment U, sis Rue Gatti de Gamond 254 à 1180 Uccle (ci-après « bâtiment U »);

Considérant qu'en plus du travail de conception et de d'ameublement qui devra être effectué dans le cadre du déménagement de l'administration, il convient également d'assurer la cohérence du projet dans la durée et de rendre possibles, le cas échéant, la conception de nouveaux espaces cohérents et/ou l'acquisition de mobilier supplémentaire d'un style homogène durant une période prolongée;

Considérant qu'il est dès lors proposé de passer ce marché sous la forme d'un accord-cadre d'une durée de quatre ans avec un seul opérateur économique par lot, en application de l'article 43, § 4 de la loi du 17 juin 2016;

Considérant que l'objet du présent accord-cadre comprend, pour une part significative, un travail conception;

Considérant que pour cette raison, il est proposé de passer le marché par procédure concurrentielle avec négociations, en application de l'article 38, § 1er, 1° b) (conception ou solutions innovantes) de la loi du 17 juin 2016, relative aux marchés publics;

Considérant les documents du marché n° 2019-040 relatifs au marché « Conception d'un projet d'ameublement et aménagement du nouveau centre administratif communal » établi par la Centrale de marchés;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Espaces disposant d'un inventaire exhaustif), estimé à 1.500.000,00 €, 21 % TVA comprise;

* Lot 2 (Espaces à aménager sur base d'un concept), estimé à 400.000,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 1.570.247,93 € hors

TVA ou 1.900.000,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant ce montant représente l'estimation totale pour toute la durée de l'accord-cadre;

Considérant que le premier marché fondé sur le présent accord cadre devra permettre d'acquérir la majorité des fournitures afin de meubler le bâtiment, actuellement vide;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2019, article 137/741-51/58 et aux budgets des exercices suivants, sous réserve de leurs approbations respectives par les autorités compétentes;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide :

- d'approuver les documents du marché n° 2019-040 et le montant estimé du marché « Conception d'un projet d'ameublement et aménagement du nouveau centre administratif communal », établis par la Centrale de marchés. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 1.900 000 €, 21 % TVA comprise;
- de passer le marché par la procédure concurrentielle avec négociation;
- de soumettre le marché à la publicité européenne;
- de compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen;
- de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 28 votes positifs, 4 votes négatifs, 6 abstentions.

Non : Joëlle Maison, Yaël Ariane Nour Haumont, Emmanuel De Bock, Nicolas Clumeck.

Abstentions : Marc Cools, Bernard Hayette, Chiraz El Fassi, Véronique Lederman-Bucquet, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Caeter.

Ontwerp van een project inzake meubilair en inrichting van het nieuw gemeentelijk administratief centrum.- Goedkeuring van de voorwaarden en de gunningswijze van de raamovereenkomst.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234§3 inzake de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake [overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies];

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 38, § 1, 1° b) (ontwerp- of innovatieve oplossingen) en artikel 43, § 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende, met het oog op de geplande verhuizing van het gemeentebestuur van Ukkel, dat er een ontwerp gemaakt moet worden van een project inzake meubilair en inrichting van het gebouw U, gelegen in de Gatti de Gamondstraat 254 te 1180 Ukkel (hierna genoemd "gebouw U");

Overwegende dat er bovenop het ontwerp inzake meubilair in het kader van de

verhuizing van het bestuur eveneens nagedacht moet worden over de coherentie van het project in de duurtijd en de eventuele mogelijkheid tot ontwerp van nieuwe coherente ruimtes en/of aankoop van bijkomend meubilair in een gelijkaardige stijl tijdens een langere periode;

Overwegende dat er aldus voorgesteld wordt om deze opdracht te plaatsen via een raamovereenkomst van een duur van vier jaar met één enkele onderneming per perceel, in toepassing van artikel 43, § 4 van de wet van 17 juni 2016;

Overwegende dat het voorwerp van de onderhavige raamovereenkomst voor een significant gedeelte een ontwerpopdracht omvat;

Overwegende dat er om deze reden wordt voorgesteld om de opdracht te plaatsen via een mededingingsprocedure met onderhandelingen, in toepassing van artikel 38, §1, 1^o b) (ontwerp- of innovatieve oplossingen) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de opdrachtdocumenten nr. 2019-040 inzake de opdracht "Ontwerp van een project inzake meubilair en inrichting van het nieuwe gemeentelijke administratieve centrum", opgesteld door de Opdrachtcentrale;

Overwegende dat deze opdracht is verdeeld in percelen:

* Perceel 1 (Ruimtes met een vaste inventaris), geraamd op € 1.500.000 incl. 21 % btw;

* Perceel (Ruimtes in te richten op basis van een concept), geraamd op € 400.000 incl. 21 % btw;

Overwegende dat het globale geraamde bedrag van deze opdracht € 1.570.247,93 excl. btw bedraagt ofwel € 1.900.000 incl. 21 % btw;

Overwegende dat dit bedrag de totale raming is voor de gehele duur van de raamovereenkomst;

Overwegende dat de eerste opdracht, gebaseerd op de onderhavige raamovereenkomst, zal toelaten om het grootste deel van de leveringen aan te kopen om het gebouw - momenteel leeg - van meubilair te voorzien;

Overwegende dat deze raming hoger is dan de toepassingsdrempel van de Europese bekendmaking;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven zal worden in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2019, artikel 137/741-51/58 en in de begrotingen van de volgende dienstjaren, onder voorbehoud van de goedkeuring van de bevoegde overheden;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan opdracht nr. 2019-040 en het geraamde bedrag van de opdracht "Ontwerp van een project inzake meubilair en inrichting van het nieuwe gemeentelijke administratieve centrum", opgesteld door de Opdrachtcentrale; De voorwaarden zijn vastgelegd in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten. Het bedrag is geraamd op € 1.900.000 incl. 21% btw;
- de opdracht te plaatsen via een mededingingsprocedure met onderhandeling;
- de opdracht te onderwerpen aan Europese bekendmaking;
- de aankondiging van een opdracht in te vullen en te versturen op nationaal en Europees niveau;
- deze beraadslaging op te sturen naar de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 28 positieve stemmen, 4 negatieve stemmen, 6 onthoudingen.

Nee : Joëlle Maison, Yaël Ariane Nour Haumont, Emmanuel De Bock, Nicolas Clumeck.

Onthoudingen : Marc Cools, Bernard Hayette, Chiraz El Fassi, Véronique Lederman-Bucquet, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter.

12 annexes / 12 bijlagen

verklarende nota.pdf, SG.pdf, U 4 zonage-zonering.pdf, Ruimtes, meubelgehelen en locaties.pdf, BESTEK.pdf, Note explicative.pdf, GDS.pdf, Espaces, éléments constitutifs et localisations.pdf, Aankondiging van een opdracht.pdf, CCH.pdf, U 4 mobilier indicatif- indicatieve meubilair.pdf, Avis de marché.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

25.04.2019/A/0023 **C.P.A.S.- Budget 2019.- Vote et arrêt.**

Le Conseil,

Vu les articles 26 bis, 88 et 106 de la loi organique des Centres publics d'action sociale;
Vu le commentaire du Président du Conseil de l'Action sociale;

Attendu que l'insuffisance des ressources du Centre public d'action sociale pour 2019 s'élève à 16.191.640,54 €;

Attendu que cette insuffisance sera couverte par une intervention directe de la Commune de 16.191.640,54 €;

Attendu que le projet de budget du CPAS a été soumis à la concertation le 14 février 2019 conformément aux articles 26 et 26 bis de la loi organique du CPAS;

Vu la délibération du Conseil de l'Action sociale du 27 mars 2019 arrêtant le budget du CPAS pour l'exercice 2019 : recettes

d'exploitation 51.046.187,21 €, dépenses d'exploitation 51.046.187,21 €, recettes d'investissement 23.838.391,81 €, dépenses d'investissement 23.838.391,81 €;

Décide d'approuver la délibération du Conseil de l'Action sociale du 27 mars 2019 arrêtant le budget du CPAS pour l'exercice 2019.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 28 votes positifs, 10 abstentions.

Abstentions : Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Bernard Hayette, Nicolas Clumeck, Chiraz El Fassi, Véronique Lederman-Bucquet, Yaël Ariane Nour Haumont, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter.

O.C.M.W.- Begroting 2019.- Stemming en vastlegging.

De Raad,

Gelet op de artikels 26 bis, 88 en 106 der organieke wet op de OCMW's;

Gelet op de uitleg van de voorzitter van de Raad voor maatschappelijk welzijn;

Overwegende dat de ontoereikendheid van de middelen van het OCMW voor 2019 16.191.640,54 € bedraagt;

Overwegende dat deze ontoereikendheid zal gedekt worden door een rechtstreekse

tussenkomst van de Gemeente van 16.191.640,54 €;

Overwegende dat het ontwerp van begroting van het OCMW door het overlegcomité op 14 februari 2019 werd besproken in overeenstemming met artikels 26 en 26 bis van het organieke wet op de OCMW's;

Gelet op de beraadslaging van de Raad voor maatschappelijke welzijn van 27 maart 2019 waarbij de begroting van de OCMW wordt vastgesteld : exploitatieontvangsten 51.046.187,21 €, exploitatieuitgaven 51.046.187,21 €, investeringsontvangsten 23.838.391,81 €, investeringsuitgaven 23.838.391,81 €;

Beslist de beraadslaging goed te keuren van de Raad voor maatschappelijk welzijn van 27 maart 2019 betreffende de vaststelling van de begroting van het OCMW voor het dienstjaar 2019.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 28 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Bernard Hayette, Nicolas Clumeck, Chiraz El Fassi, Véronique Lederman-Bucquet, Yaël Ariane Nour Haumont, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Caeter.

5 annexes / 5 bijlagen

20190327-A-0008-DE-NL.pdf, 20190327-A-0008-AN-003.pdf, 20190327-A-0008-AN-001.pdf, 20190327-A-0008-AN-002.pdf, 20190327-A-0008-DE-FR.pdf

Sophie François quitte la séance / verlaat de zitting.

Jean-Luc Vanraes quitte la séance / verlaat de zitting.

Valérie Gillès de Pelichy quitte la séance / verlaat de zitting.

DÉPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT - DEPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT

Nouvelles technologies - Nieuwe technologieën

25.04.2019/A/0024 Solution globale pour la conception, la fourniture, la mise en place, le démarrage, la migration des données, le testing, la maintenance d'une nouvelle structure informatique de la commune et la mise en place d'une solution DRP, ainsi que la fourniture, l'installation et la mise en service de matériel de téléphonie IP.- Approbation des conditions et du mode de passation.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, § 3 et § 4 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 38, § 1, 1^o b) (conception ou solutions innovantes) et l'article 57;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les

secteurs classiques;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Considérant qu'en raison du fait que le marché intègre la conception de la nouvelle mouture informatique, il est proposé de passer le marché par procédure concurrentielle avec négociation en application de l'article 38, § 1, 1° b) (conception ou solutions innovantes) de la loi du 17 juin 2016, relative aux marchés publics ;

Considérant le projet de regroupement des services communaux sur le site de Fabricom (Projet U);

Considérant que le regroupement des services communaux sur un site unique permettra de centraliser l'ensemble de notre infrastructure informatique;

Considérant dès lors que les objectifs recherchés sont de centraliser et regrouper les activités sur le site principal de la rue Gatti de Gamond (Ex Fabricom), afin de permettre notamment :

- De consolider et d'uniformiser l'infrastructure informatique et téléphonique (intégration MPLS de tous les sites, virtualisation, mise en place des postes de travail virtuels),
- Renforcer la sécurisation de l'infrastructure et de ses applications,
- Augmenter la disponibilité des infrastructures (DRP),
- Standardiser le fonctionnement des outils,
- Optimiser et centraliser la gestion du service informatique,
- Décentraliser les accès aux utilisateurs : offrir un accès uniformisé aux ressources de l'administration à tous les membres du personnel quel que soit leur lieu de travail, tant dans les bureaux que des sites externes, et ce de manière transparente et sécurisée.

Considérant que le projet de regroupement des services communaux sur le site de Fabricom comprendra six phases à savoir :

Phase 1 : Démolitions intérieures non structurelles et désamiantage: terminée en juin 2018;

Phase 2 : Travaux de gros œuvre (y compris adaptations structurelles), HVAC, aménagement intérieurs et remplacement de l'enveloppe: phase en cours d'exécution et fin prévue en mai 2020;

Phase 3 : Aménagement des zones de guichets: cahier des charges en cours d'élaboration; travaux prévus de mars 2020 à mai 2020;

Phase 4 : Fourniture et mise en place du mobilier: cahier des charges en cours d'élaboration;

Phase 5 : mise en place d'une nouvelle infrastructure IT;

Phase 6 : Déménagement: prévu fin août 2020;

Considérant que le projet prévoit l'évolution de l'architecture informatique, abandonnant le système client-serveur pour une architecture poste de travail virtualisé afin d'augmenter l'efficacité de l'administration et diminuer les coûts de fonctionnement;

Considérant également que le projet prévoit l'abandon de la téléphonie analogique au profit de la téléphonie IP;

Considérant que la nouvelle infrastructure intégrera sur un même réseau l'ensemble des services communaux et de l'enseignement;

Considérant qu'une réflexion a été menée afin de déterminer la meilleure solution en terme de localisation des infrastructures (Cloud ou sur site);

Considérant que pour des raisons budgétaires, de maîtrise technique, et de garantie de fonctionnement le choix s'est portée sur une solution sur site;

Considérant que le projet prévoit de récupérer l'infrastructure existante afin de mettre

en place une solution DRP (inexistante aujourd'hui);

Considérant que le projet prévoit la création de deux Datacenter performants (complètement équipés) sur site;

Considérant que la nouvelle infrastructure permettra de garantir la sécurité des données conformément à la directive GDPR;

Considérant que le Collège a désigné le bureau de consultants Sales Driven lors de sa séance du 17 juillet 2017 en vue d'élaborer un cahier des charges pour la mise en place de cette nouvelle infrastructure IT;

Considérant les documents du marché n°2019-005 relatifs au marché : "Solution globale pour la conception, la fourniture, la mise en place, le démarrage, la migration des données, le testing, la maintenance d'une nouvelle structure informatique de la commune et la mise en place d'une solution DRP, ainsi que la fourniture, l'installation et la mise en service de matériel de téléphonie IP » établi par la firme Sales Driven en collaboration avec différents services (Nouvelles Technologies, BCM, Centrale de marchés, Voirie et Education) et sous la supervision du Directeur des Travaux;

Considérant qu'en raison de la spécificité du présent marché public ayant pour objet : « Solution globale pour la conception, la fourniture, la mise en place, le démarrage, la migration des données, le testing, la maintenance d'une nouvelle structure informatique de la commune d'Uccle et la mise en place d'une solution DRP, ainsi que la fourniture, l'installation et la mise en service de matériel de téléphonie IP », la confidentialité dans le traitement des données est requise dans le chef des soumissionnaires;

Considérant qu'en vertu de l'article 13, § 3 de la loi du 17 juin 2016 qui dispose que l'adjudicateur peut imposer à l'opérateur économique des exigences visant à protéger la confidentialité des informations qu'il met à sa disposition et de l'article 64, § 1^{er}, al.4 de la même loi, le cahier des charges sera envoyé aux soumissionnaires qui ont marqué un intérêt qu'après vérification de la déclaration de confidentialité dûment signée et complétée, à l'adresse e-mail utilisée ou précisée par le candidat potentiel;

Considérant que la durée du marché concernant la maintenance du matériel hardware et software est de minimum deux ans;

Considérant qu'au vu de sa complexité, il est souhaitable que la maintenance de la structure et de ses composants soit assurée par le concepteur fournisseur ;

Considérant que cependant le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas s'engager sans réserve au-delà de 2 ans;

Considérant qu'il est donc proposé de reconduire le marché annuellement au-delà de cette limite en application de l'article 57 de la loi du 17 juin 2016, relative aux marchés publics, pour le matériel encore en fonction et ce au plus tard jusqu'au déclassement de l'ensemble du matériel et que s'il souhaite reconduire le marché, le pouvoir adjudicateur en informera l'adjudicataire par écrit, deux mois avant l'échéance du délai d'exécution du marché ou de la reconduction en cours;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 1.239.670 € hors TVA ou 1.500.000 € 21 % TVA comprise;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit à l'article du budget extraordinaire 139/742-53/53 de l'exercice 2019, pour un montant de 1.500.000 € TVA comprise qui sera financé par un emprunt, sous réserve de l'approbation du budget par les autorités compétentes;

Vu que le montant de l'article budgétaire extraordinaire 139/742-53/53 est insuffisant, il fera l'objet d'une modification budgétaire n°2 pour un montant de 300.000 € TVA comprise qui devra être accordé par la tutelle et qui sera financé par un emprunt;

Vu que la dépense estimée de la maintenance sera inscrite à l'article du budget ordinaire 139/123-13/53 à partir de l'exercice 2020 et suivants, pour un montant de 181.500 € TVA comprise, sous réserve de l'approbation du budget par les autorités compétentes;
Sur proposition de la Centrale de marchés,

Décide :

- d'approuver les documents du marché n° 2019-005 et le montant estimé du marché : "Solution globale pour la conception, la fourniture, la mise en place, le démarrage, la migration des données, le testing, la maintenance d'une nouvelle structure informatique de la commune et la mise en place d'une solution DRP, ainsi que la fourniture, l'installation et la mise en service de matériel de téléphonie IP.", établi par la firme Sales Driven en collaboration avec différents services (Nouvelles Technologies, BCM, Centrale de marchés, Voirie et Education), le montant estimé s'élève à 1.239.670 € hors TVA ou 1.500.000 € 21 % TVA comprise;
- d'approuver la dépense estimée de 1.500.000 € T.V.A. comprise à imputer à l'article budgétaire extraordinaire 139/742-53/53 de l'exercice 2019 qui sera financé par un emprunt, sous réserve de l'approbation du budget par les autorités compétentes, article qui fera l'objet d'une modification budgétaire n°2 pour un montant de 300.000 € TVA comprise sous réserve de l'accord par la tutelle;
- d'approuver la dépense estimée de la maintenance qui sera imputée à l'article du budget ordinaire 139/123-13/53 à partir de l'exercice 2020 et suivants, pour un montant de 181.500 € TVA comprise, sous réserve de l'approbation du budget par les autorités compétentes ;
- de passer le marché par la procédure concurrentielle avec négociation en application de l'article 38, § 1, 1° b) (conception ou solutions innovantes) de la loi du 17 juin 2016, relative aux marchés publics;
- de soumettre le marché à la publicité européenne ;
- de compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen ;
- de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 25 votes positifs, 10 votes négatifs.

Non : Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Bernard Hayette, Nicolas Clumeck, Chiraz El Fassi, Véronique Lederman-Bucquet, Yaël Ariane Nour Haumont, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter.

Globale oplossing voor het ontwerp, het uitrollen, het starten, de migratie van gegevens, het testen, het onderhoud van de nieuwe informaticastructuur van de gemeente en de uitrol van een DRP-oplossing, alsook het leveren, installeren en in productieneming van materiaal voor IP-telefonie.- Goedkeuring van de voorwaarden en gunningswijze van de opdracht.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, § 3 en § 4 inzake de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake [overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 38,

§ 1, 1° b) (ontwerp- of innovatieve oplossingen) en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake [overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies];

Overwegende, omwille van het feit dat de opdracht de uitwerking van de nieuwe informaticastructuur omvat, dat er wordt voorgesteld om de opdracht te plaatsen via een mededingingsprocedure met onderhandeling, in toepassing van artikel 38, §1, 1° b) (ontwerp- of innovatieve oplossingen) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de geplande hergroepering van de gemeentediensten op de Fabricomsite (project U);

Overwegende dat de hergroepering van de gemeentediensten op één unieke site zal toelaten om onze volledige informaticastructuur te centraliseren;

Gelet op de nagestreefde doelstellingen, namelijk centralisering en hergroepering van de activiteiten op de hoofdsite van de Gatti de Gamondstraat (ex-Fabricom) om het volgende mogelijk te maken :

- consolidatie en uniformisering van de informatica- en telefonie-infrastructuur (integratie MPLS van alle sites, virtualisatie, invoering virtuele werkposten),
- versterking van de beveiliging van de infrastructuur en de toepassingen ervan,
- verhoging van de beschikbaarheid van de infrastructuur (DRP),
- Standaardisatie van de werking van de middelen,
- optimalisatie en centralisatie van het beheer van de informaticadienst,
- decentralisatie van de toegangen voor de gebruikers: aanbieden van een geüniformeerde toegang tot de bronnen van het bestuur aan alle personeelsleden, ongeacht hun werkplaats, zowel in de kantoren als op externe sites, en dit op een transparante en beveiligde manier,

Overwegende dat de geplande hergroepering van de gemeentediensten op de Fabricomsite zes fases zal omvatten :

Fase 1 : Afbraak niet-structurele binnenkant en asbestverwijdering: voltooid in juni 2018;

Fase 2 : Ruwbouwwerken (incl. structurele aanpassingen), HVAC, binneninrichting en vervanging van het omhulsel: in uitvoering en einde voorzien in mei 2020;

Fase 3 : Inrichting loketten: bestek in opmaak; werken voorzien van maart 2020 tot mei 2020;

Fase 4 : Levering en plaatsing meubilair: bestek in opmaak;

Fase 5 : installatie nieuwe IT-infrastructuur;

Fase 6 : Verhuizing voorzien eind augustus 2020;

Overwegende dat het project een evolutie van de informatica-architectuur voorziet, waarbij afstand gedaan wordt van het systeem client-server en er gekozen wordt voor een architectuur met virtuele werkposten, om de efficiëntie van het bestuur te verhogen en de werkingskosten te verminderen;

Overwegende dat het project eveneens zal afzien van analoge telefonie ten bate van IP-telefonie;

Overwegende dat de nieuwe infrastructuur alle gemeentediensten en het onderwijs op hetzelfde netwerk zal integreren;

Overwegende dat er werd nagedacht over de beste oplossing inzake lokalisatie van infrastructuur (cloud of on site);

Overwegende dat er om budgettaire redenen, de technische beheersing en een gegarandeerde werking gekozen werd voor een oplossing on site;

Overwegende dat het project de recuperatie van de bestaande infrastructuur voorziet om een DRP-oplossing te installeren (vandaag onbestaand);

Overwegende dat het project de creatie van twee performante datacentra (volledig uitgerust) on site voorziet;

Overwegende dat de nieuwe infrastructuur zal toelaten om de gegevens te beveiligen volgens de AVG-richtlijn;

Overwegende dat het college in zitting van 17 juli 2017 consultancybureau Sales Driven heeft aangesteld voor de opmaak van een bestek inzake de installatie van deze nieuwe IT-infrastructuur;

Gelet op de documenten van opdracht nr. 2019-005 inzake de opdracht "Globale oplossing inzake concept, levering, plaatsing, opstart, gegevensoverdracht, testing en onderhoud van een nieuwe informaticastructuur van de gemeente en uitwerking van een DRP-oplossing, en levering, plaatsing en indienststelling van IP-telefoniemateriaal", opgesteld door onderneming Sales Driven in samenwerking met verschillende diensten (Nieuwe Technologieën, GGO, Opdrachtcentrale, Wegen en Opvoeding) onder toezicht van de directeur van de dienst Werken;

Overwegende, omwille van de specificiteit van de onderhavige overheidsopdracht met als onderwerp "Globale oplossing inzake concept, levering, plaatsing, opstart, gegevensoverdracht, testing en onderhoud van een nieuwe informaticastructuur van de gemeente en uitwerking van een DRP-oplossing, en levering, plaatsing en indienststelling van IP-telefoniemateriaal", dat confidentialiteit in de verwerking van de gegevens vereist is in hoofde van de inschrijvers;

Overwegende dat, krachtens artikel 13, § 3 van de wet van 17 juni 2016, de aanbesteder aan een ondernemer eisen kan stellen die tot doel hebben de vertrouwelijke aard van de informatie die hij beschikbaar stelt, te beschermen, en, artikel 64, § 1, al. 4 van dezelfde wet, het bestek naar de inschrijvers gestuurd zal worden die interesse hebben getoond pas na verificatie van de behoorlijk ingevulde en ondertekende verklaring van vertrouwelijkheid, naar het e-mailadres dat gebruikt of aangegeven werd door de potentiële kandidaat;

Overwegende dat de duurtijd van de opdracht inzake onderhoud van hardware en software min. twee jaar is;

Overwegende, gelet op de complexiteit, dat het gewenst is dat het onderhoud van de structuur en de onderdelen ervan verzekerd wordt door de ontwerper-leverancier;

Overwegende dat de aanbestedende overheid zich niet zonder voorbehoud wenst te engageren voor meer dan 2 jaar;

Overwegende dat er aldus wordt voorgesteld om de opdracht jaarlijks te verlenen na deze limiet in toepassing van artikel 57 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, voor het materiaal dat nog in werking is en dit uiterlijk tot de declassering van al het materiaal, en dat, indien de aanbestedende overheid de opdracht wil verlengen, deze laatste de opdrachtnemer schriftelijk zal inlichten, twee maanden vóór de verstrijking van de uitvoeringstermijn van de lopende opdracht of verlenging;

Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht € 1.239.670 excl. btw bedraagt of € 1.500.000 incl. 21% btw;

Overwegende dat deze raming hoger is dan de toepassingsdrempel van de Europese bekendmaking;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven zal worden in de buitengewone begroting onder artikel 139/742-53/53 van het dienstjaar 2019, voor een bedrag van € 1.500.000 incl. btw dat gefinancierd zal worden door middel van een lening, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting door de bevoegde

overheden;

Aangezien het bedrag van artikel van de buitengewone begroting 139/742-53/53 onvoldoende is, zal het onderwerp uitmaken van een begrotingswijziging nr. 2 voor een bedrag van € 300.000 incl. btw die door toezicht goedgekeurd zal moeten worden en die gefinancierd zal worden door middel van een lening;

Aangezien de geraamde uitgave voor het onderhoud ingeschreven zal worden onder artikel van de gewone begroting 139/123-13/53 vanaf dienstjaar 2020 en volgende, voor een bedrag van € 181.500 incl. btw, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting door de bevoegde overheden;

Op voorstel van de Opdrachtcentrale,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan de documenten van opdracht nr. 2019-005 inzake de opdracht "Globale oplossing inzake concept, levering, plaatsing, opstart, gegevensoverdracht, testing en onderhoud van een nieuwe informaticastructuur van de gemeente en uitwerking van een DRP-oplossing, en levering, plaatsing en indienststelling van IP-telefoniemateriaal", opgesteld door onderneming Sales Driven in samenwerking met verschillende diensten (Nieuwe Technologieën, GGO, Opdrachtcentrale, Wegen en Opvoeding); de raming bedraagt € 1.239.670 excl. btw of € 1.500.000 incl. 21%;

- zijn goedkeuring te verlenen aan de geraamde uitgave van € 1.500.000 incl. btw te boeken in de buitengewone begroting onder artikel 139/742-53/53 van het dienstjaar 2019, dat gefinancierd zal worden door middel van een lening, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting door de bevoegde overheden, artikel dat het onderwerp zal uitmaken van een begrotingswijziging nr. 2 voor een bedrag van € 300.000 incl. btw onder voorbehoud van de goedkeuring van de toezichthoudende overheid;

- zijn goedkeuring te verlenen aan de geraamde uitgave voor het onderhoud dat geboekt zal worden onder artikel van de gewone begroting 139/123-13/53 vanaf dienstjaar 2020 en volgende, voor een bedrag van € 181.500 incl. btw, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting door de bevoegde overheden;

- de opdracht te plaatsen via een mededingingsprocedure met onderhandeling, in toepassing van artikel 38, § 1, 1° b) (ontwerp- of innovatieve oplossingen) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

- de opdracht te onderwerpen aan Europese bekendmaking;

- de aankondiging van een opdracht in te vullen en te versturen op nationaal en Europees niveau;

- deze beraadslaging op te sturen naar de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 25 positieve stemmen, 10 negatieve stemmen.

Nee : Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Bernard Hayette, Nicolas Clumeck, Chiraz El Fassi, Véronique Lederman-Bucquet, Yaël Ariane Nour Haumont, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter.

8 annexes / 8 bijlagen

Avis de marchés FR.pdf, CSCH FR DEF.pdf, Guide de sélection NL DEF.pdf, Inventaire NL.pdf, Inventaire Fr.pdf, Guide de sélection FR DEF.pdf, CSCH NL DEF.pdf, Avis de marchés NL.pdf

DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

Cultes - Erediensten

25.04.2019/A/0025 **Fabriques d'église catholiques et protestantes.- Budgets 2019.- Avis du Conseil communal.**

Le Conseil,

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;
Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles – Capitale du 19 février 2004 portant modification dudit décret;
Vu les articles 1 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;
Vu l'article 255 § 9 de la nouvelle loi communale;
Attendu que les budgets 2019 présentés par la fabrique d'église de Notre Dame de l'Annonciation et l'église protestante d'Uccle se clôturent en équilibre grâce à une intervention communale ordinaire;
Attendu qu'il y a lieu de modifier le budget 2019 de l'église protestante d'Uccle comme suit : le déficit présumé de l'exercice courant à l'article 52 des dépenses extraordinaires passe de 11.511,85€ à 10.221,94 €. Les dépenses extraordinaires passent de 26.011,85 € à 24.721,94 € et le total général des dépenses passe de 59.711,85 € à 58.421,94 €. Pour maintenir l'équilibre budgétaire, il y a lieu de diminuer l'intervention communale reprise à l'article 17 des recettes ordinaires dont le montant passe de 2.711,85 € à 1.421,94 €,

Décide :

d'émettre un avis défavorable à l'approbation du budget 2019 de la fabrique d'église de Notre Dame de l'Annonciation et de l'église protestante d'Uccle.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Katholieke en protestantse kerkfabrieken.- Begrotingen voor 2019.- Advies van de gemeenteraad.

De Raad,

Gelet op het decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken;
Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;
Gelet op artikels 1 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;
Gelet op artikel 225, § 9 van de nieuwe gemeentewet;
Aangezien de begrotingen 2019 van de kerkfabriek OLV Boodschap en de protestantse kerk van Ukkel in evenwicht dankzij een gewone gemeentelijke tussenkomst werd afgesloten;
Aangezien de begroting 2019 van de protestantse kerk van Ukkel als volgt gewijzigd moet worden: het vermeende tekort van het lopende dienstjaar onder artikel 52 van de buitengewone uitgaven bedraagt € 10.221,94 in plaats van € 11.511,85. De

buitengewone uitgaven dalen van € 26.011,85 naar € 24.721,94 en het algemeen totaal van de uitgaven daalt van € 59.711,85 naar € 58.421,94. Om het begrotingsevenwicht te bewaren, moet de gemeentelijke tussenkomst onder artikel 17 van de gewone inkomsten verlaagd worden van € 2.711,85 naar € 1.421,94,

Beslist :

een ongunstig advies te verlenen aan de goedkeuring van de begrotingen 2019 van de kerkfabriek OLV Boodschap en de protestantse kerk van Ukkel.

De Raad keurt het punt goed.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Budgets 2019 Protestante, Annonciation - tableau récapitulatif.pdf

25.04.2019/A/0026 **Uccle Laique.- Budget 2019.- Subside de fonctionnement.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle et à l'emploi de certaines subventions;

Attendu que l'association "Uccle Laique" sollicite un subside communal de 600 € ;

Attendu que les dispositions de l'article 255, § 9 de la nouvelle loi communale relatives aux secours aux fabriques d'églises (les communautés Laique y étant assimilées) en cas d'insuffisance constatée des moyens et de l'article 92 du décret impérial de 1809 sont d'application;

Attendu que 600 € de crédits ont été prévus pour cette association à l'article 790/332-02/301 du budget communal de 2019;

Qu'il est proposé d'allouer un subside pour couvrir le déficit au budget de cette association et lui permettre de clore l'exercice 2019 en équilibre,

Décide d'émettre un avis favorable à la demande de subside de 600 € à engager à l'article 790/332-02/301 du budget communal 2019.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Uccle Laique.- Begroting 2019.- Werkingstoelage.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle en het gebruik van bepaalde subsidies;

Aangezien de vereniging "Uccle Laique" een gemeentelijke subsidie van € 600 vraagt;

Aangezien de bepalingen van artikel 255 §9 van de Nieuwe Gemeentewet over de hulpelden aan de kerkfabrieken (de vrijzinnige gemeenschappen worden ermee gelijkgesteld) wanneer de middelen ontoereikend blijken en van artikel 92 van het keizerlijk decreet van 1809 van toepassing zijn;

Aangezien er een krediet van € 600 voorzien is voor deze vereniging onder

artikel 790/332-02/301 van de gemeentebegroting voor 2019;

Dat er voorgesteld wordt een subsidie toe te kennen om het tekort op de begroting van deze vereniging te dekken, zodat ze het dienstjaar 2019 in evenwicht kan afsluiten, Beslist een gunstig advies te verlenen voor de aanvraag van een subsidie van € 600, vast te leggen onder artikel 790/332-02/301 van de gemeentebegroting 2019.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

25.04.2019/A/0027 **Question orale de M. Cools : contribution de notre commune au financement de la reconstruction de Notre-Dame de Paris.**

M. Cools rappelle que l'incendie survenu le 15 avril 2019 dans la charpente de Notre-Dame de Paris a provoqué des dégâts majeurs à ce monument du patrimoine mondial. L'émotion causée par cet incendie est grande en France et hors de France. Un appel de fonds national et international a été lancé pour reconstruire les éléments détruits de ce magnifique monument.

Il y a quelques années, la commune d'Uccle avait apporté son soutien à la reconstruction du théâtre de la Fenice à Venise. Ne pourrait-on faire de même dans ce cas-ci et accorder par exemple un don de 1.000 € prélevé sur la ligne budgétaire réservée aux catastrophes ? Certes, il s'agirait d'un geste symbolique mais ce sont aussi les petites rivières qui forment les grands fleuves. Ce geste montrerait aussi à l'importante communauté française vivant sur le territoire communal que les Ucclois sont de tout cœur avec elle en ces tristes circonstances.

Mme l'Echevine Ledan est d'autant plus sensible aux propos de M. Cools qu'elle est elle-même de nationalité française et a longtemps résidé à Paris.

Notre-Dame de Paris appartient à tous, grâce aux artistes qui en ont fait un personnage à part entière de romans, de films ou de peintures. En raison de l'extraordinaire élan de générosité qui a suivi cet incendie, il semblerait que le seuil d'un milliard d'euros de dons ait été atteint. Mme l'Echevine Ledan se félicite de l'action menée par la Fondation du Patrimoine pour centraliser tous ces dons et de l'opportunité donnée aux artisans spécialisés de participer à la reconstruction de cet édifice emblématique.

La ligne budgétaire dédiée à la solidarité internationale permettrait à la commune de contribuer à cet effort. Toutefois, le montant disponible est limité à 15.000 € et est en principe destiné au soutien des associations menant des projets de coopération ou des actions de sensibilisation à la citoyenneté mondiale et solidaire.

Vu que dans un tel contexte il convient de faire des choix, Mme l'Echevine Ledan préfère conserver l'essentiel de ce montant pour les associations actives dans les domaines précités, une enveloppe de 1.000 € étant néanmoins mise à part, mais pour l'aide à apporter aux populations qui seraient victimes de la famine, des épidémies ou des catastrophes naturelles.

Cependant, Mme l'Echevine Ledan est tout à fait disposée à réfléchir avec M. Cools à

un geste de solidarité en faveur de Notre-Dame de Paris, mais qui devrait être plus symbolique que financier.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : deelname van onze gemeente in de financiering van de heropbouw van de Notre-Dame van Parijs.

De h. Cools verwijst naar de grote brand in de Notre-Dame van Parijs. Er werd een oproep tot nationale en internationale fondsen gelanceerd voor de wederopbouw van dit monument. Enkele jaren geleden heeft Ukkel de heropbouw van een theater in Venetië gesteund. Kan in dezelfde lijn ook een gift gedaan worden voor deze ramp? Deze toch symbolische daad toont ook het belang van de Franse gemeenschap die in Ukkel aanwezig is.

Schepen Ledan antwoordt dat er al één miljard euro werd gedoneerd voor de wederopbouw. Het beschikbare budget voor internationale solidariteit (€ 15.000) is in principe bestemd voor samenwerking en sensibilisering rond solidariteit en wereldburgerschap. Ze wenst dit te behouden voor verenigingen die in deze domeinen actief zijn. Voor de Notre-Dame lijkt een symbolische daad beter gepast dan een financiële gift.

De Raad neemt kennis.

25.04.2019/A/0028 **Question orale de M. Cools : la rénovation de la gare de Calevoet.**

M. Cools estime que la gare de Calevoet est un véritable chancre urbain. Sous la précédente mandature, le Conseil communal a approuvé le principe de la conclusion d'un bail emphytéotique avec la SNCB, propriétaire de la gare, afin que la commune procède à sa rénovation. Une étude de faisabilité a été réalisée par Citydev, à la demande de la commune. L'étage devait être affecté à du logement géré par l'AISSU. L'affectation du rez-de-chaussée, dont une partie est de toute façon destinée à une salle pour les voyageurs, devait encore être déterminée. M. Cools rappelle également la décision d'affecter à cette rénovation le subside régional dont la commune peut bénéficier dans le cadre du statut de zone de revitalisation urbaine octroyé à la chaussée d'Alseberg.

Le Collège pourrait-il indiquer où en est le projet ? Un accord a-t-il été conclu avec la SNCB à propos du bail emphytéotique ? Celui-ci sera-t-il soumis prochainement à l'approbation du Conseil communal ?

M. l'Echevin Biermann répond que les demandes émises par le Collège n'ont pas été entièrement intégrées dans le projet de convention établi par la SNCB. Dans le courant du mois de janvier, un courrier a été envoyé à la SNCB afin de demander à celle-ci quelques adaptations, relatives notamment au montant du canon et au début de la période au cours de laquelle il serait dû, de manière à ne pas grever le budget communal, eu égard aux frais importants requis pour pallier les déficiences de la SNCB dans l'entretien de ses propres infrastructures. La SNCB a accusé réception de ce courrier le 15 mars dernier mais ne s'est pas manifestée depuis lors, en dépit des

demandes insistantes de l'administration communale.

Le Collège a donc examiné d'autres utilisations éventuelles de ce subside régional. Dans le cas où il ne serait pas possible de parvenir à un accord avec la SNCB dans un délai raisonnable, le Collège a déjà identifié deux bâtiments qui pourraient faire l'objet d'un investissement partiellement subsidié. Selon M. l'Echevin Biermann, l'hypothèse d'un projet alternatif au cas où la demande de modification de la convention ne serait pas traitée avec toute la diligence requise est une manière de mettre la pression sur la SNCB.

M. Cools n'est pas du tout convaincu par la réponse de M. l'Echevin Biermann, car il craint qu'à force de vouloir obtenir de meilleures conditions, le Collège n'en vienne à remettre en cause les engagements antérieurs, ce qui aboutirait in fine à ce que la gare de Calevoet demeure dans son état actuel.

M. Cools insiste sur la nécessité de rénover cette gare pour enrayer le processus de paupérisation de ce quartier, qui a justifié son intégration dans une zone de revitalisation urbaine.

M. l'Echevin Biermann comprend l'inquiétude de M. Cools mais rappelle que la convention avec la SNCB ne porte pas uniquement sur le montant du canon, réduit parce que la commune s'est montrée disposée à assumer les missions de service public de la SNCB.

Il s'agit en l'occurrence de réfléchir à l'alternative entre, d'une part, l'engagement d'un montant d'environ 700.000 € (mais la somme effective dépendra du subside régional) pour la réhabilitation d'un bâtiment qui n'appartiendra jamais à la commune et, d'autre part, l'engagement d'une somme comparable pour l'acquisition éventuelle de deux autres bâtiments chaussée d'Alseberg, qui appartiendraient à la commune et dans lesquels celle-ci pourrait aménager des logements. La discussion eût été différente s'il était question de l'achat du bâtiment de la SNCB.

M. Cools ne comprend pas pourquoi le nouveau Collège remet en cause ce qui a été entrepris précédemment, et ce d'autant plus qu'une étude de faisabilité a été réalisée par Citydev.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : de renovatie van het station van Calevoet.

De h. Cools vindt de toestand van het station Kalevoet schandalig. De vorige legislatuur ging akkoord met het principe van een erfpachtovereenkomst met de NMBS (eigenaar van het station) zodat de gemeente kan overgaan tot de renovatie. Citydev heeft reeds een haalbaarheidsstudie uitgevoerd. De verdieping zou ingericht worden als huisvesting, beheerd door het SWU. Een deel van de benedenverdieping wordt zeker voorbehouden voor de reizigers. Hij verwijst ook naar de gewestelijke subsidie die verkregen kan worden in het kader van de Zone voor Stedelijke Herwaardering van de Alsebergsesteenweg. Wat is de stand van dit dossier?

Schepen Biermann antwoordt dat niet alle verzoeken van het college opgenomen werden in het ontwerp van overeenkomst die opgesteld werd door de NMBS. In januari werd een brief gestuurd om enkele aanpassingen te laten uitvoeren maar hierop is nog geen reactie gekomen, ondanks aandringen vanwege de gemeente.

Indien er geen akkoord met de NMBS zou komen, heeft het college wel al twee gebouwen geïdentificeerd die gedeeltelijk gesubsidieerd kunnen worden. Dit hypothetische alternatieve project is een manier om de druk op de NMBS te verhogen om de aanpassingen te integreren.

De h. Cools is niet overtuigd van dit antwoord want het college slaagt er al niet in om vorige verbintenissen uit te voeren waardoor het station in de huidige slechte staat blijft. Hij wijst op de noodzaak om dit station te renoveren in het kader van een Zone voor Stedelijke Herwaardering.

Schepen Biermann begrijpt de ongerustheid van de h. Cools. Er moet nagedacht worden over de keuze tussen enerzijds de vastlegging van € 700.000 om een gebouw te renoveren dat nooit eigendom van de gemeente zal zijn of anderzijds van een gelijkaardig bedrag voor de eventuele aankoop van de twee andere gebouwen in de Alsebergsesteenweg die eigendom zijn van de gemeente en waarin huisvesting voorzien kan worden. Het zou een andere discussie zijn mocht er sprake zijn van de aankoop van het NMBS-gebouw.

De h. Cools begrijpt niet waarom het nieuwe college voorgaande beslissingen in vraag stelt, te meer omdat er reeds een haalbaarheidsstudie is van Citydev.

De Raad neemt kennis.

25.04.2019/A/0029 **Question orale de Mme Lederman : sécurité dans certains quartiers de la Commune.**

Mme Lederman-Bucquet relaie les inquiétudes de plusieurs habitants, victimes de cambriolages dans différents quartiers d'Uccle, notamment rue du Ham et dans le secteur de la Bascule.

Quelle est la position de la commune en ce domaine ? Le Collège envisage-t-il l'installation de caméras de surveillance ?

M. le Bourgmestre confirme qu'il y a bien eu une recrudescence des cambriolages dans plusieurs quartiers ucclois. Ce phénomène évolue par vagues : le nombre de cambriolages ou de tentatives de cambriolages augmente en raison de l'activité d'une filière de malfaiteurs, puis décroît suite au démantèlement de la filière par les services de police.

La courbe se situe actuellement dans sa phase descendante, puisque, dans les quartiers évoqués par Mme Lederman-Bucquet, le nombre de cambriolages s'élevait à 2 pour janvier, à 2 pour février, à 1 pour mars et jusqu'à présent à 0 pour ce mois d'avril. La lutte contre les squats s'est avérée efficace à cet égard, dans la mesure où la police a pu établir, dans certains cas, la présence d'un lien entre ces habitats clandestins et les cambriolages.

La commune d'Uccle dispose de nombreuses caméras de surveillance. Cependant, selon une analyse menée par les services de police, la présence d'un tel dispositif ne se justifie pas dans les quartiers cités par Mme Lederman-Bucquet.

M. le Bourgmestre signale encore que la police effectue un quadrillage systématique des quartiers.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Lederman : veiligheid in sommige wijken van de Gemeente.

Mevr. Lederman-Bucquet geeft aan dat verschillende inwoners bezorgd zijn omdat er in verschillende Ukkel wijken inbraken vastgesteld werden, o.m. in de Hamstraat en aan de Bascule. Wat is het standpunt van de gemeente? Zal het college bewakingscamera's voorzien?

De burgemeester bevestigt de stijging van het aantal inbraken in verschillende Ukkelse wijken. Dit aantal kan stijgen door een actieve misdaadbende of dalen door de ontmanteling hiervan door de politiediensten. Het aantal is momenteel in dalende lijn in de vermelde wijk (januari 2, februari, maart 1, april 0). De bestrijding van kraakpanden is nuttig geweest omdat er in bepaalde gevallen verbanden werden vastgesteld met krakers en inbraken.

De gemeente beschikt reeds over talrijke camera's. Volgens de politie zijn camera's niet aangewezen in de wijken die vermeld worden door mevr. Lederman-Bucquet. De burgemeester geeft aan dat de politie de wijken systematisch screent.

De Raad neemt kennis.

25.04.2019/A/0030 **Question orale de M. De Bock : les règles d'usage d'occupation des terrains de sport du Centre sportif Deridder et la fréquentation de ceux-ci.**

M. De Bock signale que, selon les informations dont il dispose, des amplificateurs auraient été utilisés lors du match de football organisé dimanche dernier au Centre sportif André Deridder. De plus, des jeunes auraient joué au son de la radio sur le petit terrain. Le Collège aurait-il eu écho d'éventuels problèmes ?

Suite à l'interpellation citoyenne des habitants du quartier, quelles mesures le Collège a-t-il prises envers les joueurs et les riverains pour garantir le respect par chacun de ses droits et de ses devoirs ?

Le Collège a-t-il pris des mesures pour sensibiliser les joueurs au respect du voisinage et à la modération dans l'emploi de sonos et autres amplificateurs ?

Serait-il possible de transmettre aux riverains et de diffuser sur internet des informations sur les occupations de terrains, de manière à permettre aux personnes intéressées de mieux anticiper les soirées susceptibles d'être bruyantes ?

Le Collège pourrait-il communiquer le nom des équipes occupant les terrains et des ASBL dont elles relèvent ?

Est-il exact que les joueurs soient majoritairement des non-Ucclois ?

M. l'Echevin Wyngaard répond qu'il ne dispose pas d'informations sur d'éventuels incidents lors du match du FC Moreda de dimanche dernier, les concierges du site ayant été absents ce jour-là.

Les services communaux vont contacter les responsables du FC Moreda afin d'avoir des précisions. S'il s'avère que la sonorisation résulte de leur initiative, on leur rappellera que cette démarche n'est pas la bienvenue aux abords du terrain.

Diverses actions d'information et de sensibilisation ont déjà été accomplies à l'égard du club et des riverains. Désormais, le club doit éteindre l'éclairage et clôturer les entraînements à 21h30, alors qu'auparavant, ceux-ci se prolongeaient jusque 22h00 ou 22h30.

Un panneau a été placardé à l'entrée du site pour inviter les joueurs à faire preuve de respect à l'égard du voisinage.

La présence de véhicules de stationnement a été réduite sur le site afin de limiter les nuisances.

Dès la rentrée prochaine, les services communaux installeront un autre panneau précisant les horaires des entraînements et des matches, de manière à ce que les riverains puissent être correctement informés.

M. l'Echevin Wyngaard n'est pas hostile par principe à une diffusion sur internet mais craint que celle-ci n'entraîne un surcroît de demandes de terrains auprès du service des Sports, ce qui aurait pour effet une occupation plus intense des infrastructures.

Grâce à une initiative du club auprès des parents, les sorties des joueurs sont à présent effectuées par petits groupes plus encadrés.

Le FC Moreda et les Rangers sont les clubs actifs sur site. En semaine, le site est aussi occupé par le Lycée français, la Boogaards International School et le service du Parascolaire.

Le service des Sports ne dispose pas actuellement de données précises sur les proportions de joueurs uclois et non-uclois. Les clubs seront invités à l'avenir à fournir des informations sur ce point.

M. De Bock n'est pas convaincu par l'argument de M. l'Echevin Wyngaard selon lequel le service des Sports risque d'être submergé par les demandes d'occupations de terrains suite à la diffusion d'informations sur internet.

Estimant qu'il faut trouver un équilibre entre l'activité des clubs et le respect de la quiétude des riverains, M. De Bock considère que le dérangement du voisinage ne se justifierait guère si les activités sportives sur le site émanaient surtout de clubs non-uclois.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : de regels voor de bezetting en het gebruik van de sportterreinen van het Sportcentrum Deridder.

De h. De Bock signaleert dat er geluidsversterking werd gebruikt tijdens de voetbalwedstrijd afgelopen zondag in het sportcentrum André Deridder. Ook op het kleine terrein werd er een radio gebruikt. Welke maatregelen heeft het college ondernomen om spelers en inwoners te sensibiliseren rond het gebruik van geluidsversterking? Kan de bezetting van de terreinen aangegeven worden (website, ...) zodat er geanticipeerd kan worden op eventuele luidruchtige avonden? Kan het college de naam van de teams geven die de terreinen gebruiken en de vzw's waarvan ze afhangen? Is het correct dat de spelers voornamelijk niet-Ukkelaars zijn?

Schepen Wyngaard beschikt niet over informatie over incidenten tijdens de betrokken voetbalwedstrijd.

De gemeente zal FC Moreda contacteren om meer duidelijkheid. Indien de geluidsversterking hun initiatief geweest zou zijn, zal eraan herinnerd worden dat dit niet past bij het terrein.

Er werden al sensibiliseringscampagnes uitgevoerd bij de club en de inwoners. De club moet voortaan de verlichting uitzetten en de trainingen stopzetten om 21.30 uur. Aan de ingang werd een bord geplaatst om te wijzen op het respect voor de buurt. De gemeente zal vanaf het volgende seizoen een extra bord plaatsen met de uren van de trainingen zodat inwoners zich kunnen informeren. De schepen wenst liever niet via de website te informeren omdat dit tot erg veel aanvragen voor sportterreinen zou kunnen leiden.

FC Moreda en de Rangers gebruiken de site. Tijdens de week wordt de site gebruikt door het Lycée français, de Boogaards International School en de dienst Buitenschoolse Activiteiten.

De Sportdienst beschikt niet over informatie over de verhouding Ukkelse/niet-Ukkelse spelers. Deze informatie kan in de toekomst bij de clubs opgevraagd worden.

De h. De Bock gelooft niet dat de Sportdienst overstelpt zal worden met aanvragen na een publicatie op de website. Er moet een evenwicht zijn tussen sport en rust. Buurthinder is niet gerechtvaardigd wanneer de gebruikers van de site vooral niet-Ukkelse clubs zijn.

De Raad neemt kennis.

Hans Marcel Joos Van de Cauter quitte la séance / verlaat de zitting.

25.04.2019/A/0031 **Question orale de M. De Bock : le refus du Collège de classer 4 parcelles supplémentaires du Plateau Avijl.**

M. De Bock a appris par voie de presse que le Collège d'Uccle s'est opposé à des classements supplémentaires sur le plateau Avijl, au motif que ceux-ci rendraient impossible la mise en œuvre du projet citoyen « Demain Avijl », visant à la construction d'une ferme de permaculture.

Le plateau Avijl est un espace de verdure relativement difficile d'accès, enclavé dans le quartier de Saint-Job et considéré comme un havre de paix par les riverains et promeneurs qui aiment profiter de ce lieu bucolique.

En 2014, le gouvernement bruxellois a classé 80 % de sa superficie, de manière à conserver la possibilité de construire du logement sur le pourtour du site.

Le Collège ucclois a émis un avis défavorable sur la demande récente d'extension du classement à 4 zones supplémentaires, estimant qu'il serait contre-productif d'empêcher toute forme d'ouvrage, construction ou aménagement qui serait conforme aux objectifs de sa Déclaration de politique générale. Le Collège souhaite poursuivre dans les plus brefs délais le dialogue constructif établi avec les habitants du quartier afin de formuler et mettre en œuvre un véritable projet de préservation cohérent et innovant.

M. De Bock estime que l'attitude du Collège est contradictoire dans la mesure où, d'une part, il affirme dans sa Déclaration de politique générale sa volonté de « préserver » le plateau Avijl et où, d'autre part, il oppose un refus à la demande de classement de quatre nouvelles parcelles par la Région. Il souhaiterait donc obtenir des éclaircissements sur ce point.

La demande de classement englobait-elle la zone prévue pour la construction de 40 logements en intérieur d'îlot par la SLRB (Société du Logement de la Région de

Bruxelles-Capitale), alors que le comité « Demain Avijl » prônait le déplacement de ce projet urbanistique sur le pourtour ?

M. De Bock estime qu'il serait possible d'installer une ferme de permaculture en bordure de plateau et sauvegarder ainsi 99 % du site, et ce d'autant plus que le comité Avijl n'a jamais été hostile au principe du classement en tant que tel.

M. De Bock signale encore qu'il a eu l'occasion d'interpeller le Ministre-Président Vervoort sur cette thématique. Celui-ci lui a dit que le classement ne modifie pas l'affectation des parcelles considérées. Dans cette perspective, le classement n'empêcherait pas le projet urbanistique de la SLRB, décidé antérieurement, et rendrait donc caduque la position défendue par le Collège.

M. l'Echevin Biermann précise que le gouvernement bruxellois a émis sa demande de classement le 29 novembre 2018. Le PPAS 28ter, datant de 2010, maintient le cœur du plateau, soit 80 % de sa superficie, en espace vert. Le classement a été opéré par le gouvernement bruxellois en 2014.

Cependant, le service communal de l'Environnement avait déjà établi antérieurement un plan de gestion, qui est toujours en vigueur.

Le plateau Avijl constitue incontestablement un poumon vert de la commune. Par ailleurs, les habitants du quartier ont élaboré une esquisse d'aménagement alternatif, dénommée « Demain Avijl », qui ne se limite pas à une ferme de permaculture mais vise, de manière générale, à valoriser le patrimoine naturel du plateau Avijl et à l'utiliser pour des projets d'intégration sociale.

Mais pour faire passer cette volonté du stade d'ébauche à celui d'un programme élaboré, il convient de formuler un projet articulé grâce à une étroite collaboration entre l'autorité communale et les habitants, de manière à assurer le développement du quartier et peut-être de la place de Saint-Job.

Ces considérations ont amené le Collège à estimer qu'il serait contre-productif à ce stade d'empêcher la réalisation de tout ouvrage ou construction sur certaines zones et qu'il serait donc opportun de revoir la demande d'extension du classement. M. l'Echevin Biermann insiste sur le fait que le Collège n'est évidemment pas hostile au principe du classement mais s'oppose à la demande de classement dans sa formulation actuelle.

La préservation du plateau ne signifie pas nécessairement un gel de sa situation à un instant déterminé. Par exemple, le long du chemin Avijl et au bout de la Vieille rue du Moulin, il y a des pignons en attente : lorsqu'une maison est dotée de deux pignons latéraux en attente, n'est-il pas logique, pour la qualité de l'aménagement du plateau lui-même, d'autoriser l'érection de deux petites maisons, de part et d'autre de ces pignons ?

À cet égard, le plan de gestion élaboré par le service de l'Environnement intègre les diverses acceptions possibles de la notion de préservation.

L'avant-projet de la SLRB n'a pas encore donné lieu à l'introduction d'une demande de permis d'urbanisme et il ne faut pas oublier que les procédures de classement entraînent la suspension des demandes de permis d'urbanisme. M. l'Echevin Biermann aimerait pouvoir disposer d'un compte-rendu des entretiens entre M. De Bock et le Ministre-Président Vervoort.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : de weigering van het College om 4 bijkomende percelen van het Avijlplateau te klasseren.

De h. De Bock heeft via de pers vernomen dat het college geen bijkomende klasseringen wil op het Avijlplateau omdat dit de ontwikkeling van het burgerinitiatief "Demain Avijl" (permacultuur) zou verhinderen.

Volgens de h. De Bock gaat het college in tegen de algemene beleidsverklaring waarin staat dat men het Avijlplateau wil behouden. Deze prachtige groene plek wordt erg gewaardeerd door inwoners en wandelaars. Hij wil graag meer uitleg over de weigering tot klassering.

In 2014 heeft de Brusselse regering 80% ervan geklasseerd, waarbij de mogelijkheid behouden bleef om huisvesting te bouwen rondom de site. Het burgerinitiatief zou aan de rand van het plateau gecreëerd kunnen worden, waardoor 99% van de site behouden kan blijven. Een klassering heeft ook geen invloed op de bestemming van de betrokken percelen en verhindert het bouwproject van de BGHM niet.

Schepen Biermann antwoordt dat de Brusselse regering het hart van het plateau (80% van de oppervlakte) heeft geklasseerd. De gemeentelijke Milieudienst had al een beheersplan opgesteld en dit is nog steeds geldig. Het Avijlplateau is een groene long van de gemeente. De inwoners van de wijk hebben het project "Demain Avijl" opgesteld dat in het algemeen een opwaardering van de natuur van het Avijlplateau en projecten rond sociale integratie nastreeft. Om dit te verwezenlijken is een nauwe samenwerking met de gemeente vereist.

Volgens het college zou het contraproductief zijn om in dit stadium elk bouwwerk te verhinderen en het opportuun zou zijn om de aanvraag tot bijkomende klassering te herzien. Het college is niet tegen de klassering maar verzet zich wel tegen de klasseringsaanvraag in de huidige formulering. Het beheersplan van de Milieudienst omvat verschillende aspecten voor het behoud.

Er is nog geen bouwaanvraag ingediend voor het voorontwerp van de BGHM. Een klasseringsprocedure zou bouwaanvragen ook opschorten.

De Raad neemt kennis.

25.04.2019/A/0032 **Interpellation de M. Clumeck : la partie santé de la déclaration de politique générale à Uccle.**

M. Clumeck se réjouit, en tant que médecin, de constater que la commune présente un programme ambitieux en matière de santé et que celui-ci est défendu par un échevin exerçant lui-même la profession de médecin.

Le bien-être des citoyens exige que la commune soutienne toute mesure susceptible d'améliorer la prévention, que ce soit par la promotion du sport, d'une alimentation plus saine, des campagnes de vaccinations, de la lutte contre les addictions, etc. La volonté d'améliorer l'accès aux soins pour les personnes précarisées mérite aussi d'être soulignée.

Cependant, M. Clumeck regrette de ne pas retrouver dans la Déclaration de politique générale un état des lieux de la situation de la population uccloise en matière de santé et de bien-être, car aucune action ciblée et efficace ne peut être menée sans cette étape

préalable.

De plus, il est essentiel qu'il y ait une collaboration optimale entre les lignes de soins et le CPAS afin d'assurer une prise en charge efficace des personnes précarisées.

Un plan santé comportant un ordre de priorités va-t-il être mis en place ? Quels moyens y seront alloués ? Des données épidémiologiques seront-elles fournies afin d'identifier les problèmes de santé affectant les citoyens les plus vulnérables ? Le Collège a-t-il analysé de manière précise les forces et faiblesses du réseau de soins, sachant que la population uccloise est vieillissante et que la paupérisation augmente ? Quelles sont les mesures concrètes pour renforcer la ligne de soins et assurer son financement ? Quel sens le Collège donne-t-il à la notion de politique transversale de la santé et à la volonté de faire d'Uccle une commune pro-santé ? Selon le Collège, la collaboration actuelle entre les lignes de soins et le CPAS d'Uccle est-elle suffisante ou doit-elle être améliorée ? Des indicateurs seront-ils mis en place afin de mesurer l'impact réel des mesures proposées sur la santé des habitants ?

M. l'Échevin Hublet remercie M. Clumeck pour ses questions, dont il se réjouit d'autant plus que les débats relatifs à la santé n'ont guère été fréquents jusqu'à présent dans l'enceinte du Conseil communal.

Cependant, la pénurie de médecins généralistes, qui se profile à l'horizon, ne manquera pas de mettre à l'avant-plan les questions relatives à la santé.

L'action envisagée par le Collège vise à faire du territoire ucclois un lieu de vie porteur de santé et à garantir l'accès aux soins pour toute la population.

La santé est définie par l'OMS comme un état de bien-être à la fois physique, mental et social mais elle relève d'abord de la responsabilité personnelle : chacun reçoit un capital santé dont il est le principal gestionnaire. Quels que soient les conseils donnés aux fumeurs, c'est à eux qu'il incombe en définitive de se prendre en charge pour mettre fin à leur addiction au tabac.

En ce domaine, la politique transversale de la santé consiste à agir en amont, en étroite collaboration avec les échevinats de la Jeunesse, de l'Action sociale et de la Propreté, pour informer les fumeurs des effets néfastes du tabac sur la santé respiratoire, circulatoire et neurologique.

Une action transversale sera également entreprise, grâce à la collaboration des échevinats de l'Égalité des chances, de l'Enseignement et de la Jeunesse et d'ASBL telles qu'Infor-Jeunes, afin de promouvoir un espace d'échange et de réflexion autour du processus pubertaire et des multiples aspects de la vie affective et sexuelle des jeunes. Les écoles se sont déjà impliquées dans des programmes de cette nature, qui s'inscrivent dans le cadre des missions du PSE. Ce centre PSE (Promotion de la Santé à l'École) est animé par 5 infirmières, un psychologue et un médecin, dont la tâche consiste à établir le bilan de santé des élèves fréquentant les écoles communales et à inviter les parents à régulariser la situation vaccinale de leurs enfants. Des séances de vaccination publique et des campagnes de dépistage du cancer sont organisées dans le même bâtiment, avec la participation de médecins extérieurs.

La promotion du sport sera aussi assurée dans une perspective transversale. M. l'Échevin Hublet signale à cet égard qu'une résolution visant à assimiler la pratique d'une activité physique régulière à un outil de santé publique vient d'être votée à l'unanimité par le Parlement de la Communauté française. L'initiative « Sport sur ordonnance », qui connaît un succès croissant auprès de certaines communes, lui semble une expérience digne d'être soutenue.

Les actions « good food » développées dans les crèches seront poursuivies et donneront lieu à l'organisation de petits-déjeuners durables avec la participation des parents.

Lors de la prochaine foire de Saint-Job, des tests de prévention seront proposés sur une base totalement libre et anonyme, en collaboration avec l'ASBL « Prevents » : prise de la tension artérielle, mesures du taux de CO pour les fumeurs, dépistage du sida, dosage du taux de sucre sanguin. L'ASBL Prevents installera un espace-tente où des médecins seront disponibles pour les personnes désireuses de solliciter des conseils.

L'échevinat a mis sur pied un cycle de conférences, dont la première est consacrée aux conséquences des changements climatiques et environnementaux sur la santé, étant donné que la pollution provoque davantage de décès que les accidents de circulation.

L'administration communale ne dispose pas de données épidémiologiques fiables sur la population uccloise. Néanmoins, des estimations peuvent être établies sur la base de la participation de la population aux actions menées en matière de santé. M. l'Echevin Hublet espère que la collecte de données crédibles pourra être effectuée grâce à la collaboration des acteurs de la santé de 1ère ligne : médecins généralistes, services de garde, infirmiers, kinésithérapeutes, pharmaciens, dentistes, maisons médicales, plannings familiaux, services de santé mentale, ONE, Kind en Gezin, etc. Les soins de 2ème et 3ème lignes doivent évidemment demeurer l'apanage de la médecine spécialisée.

Soucieux d'impliquer dans la réflexion tous les acteurs de la santé présents à Uccle, M. l'Echevin Hublet signale qu'il a déjà rencontré plusieurs associations de médecins généralistes, qui souhaitent l'organisation d'un cycle de conférences consacrées à la santé mentale (burn-out, dépression, tendances suicidaires chez les adolescents), dans la mesure où plus de 50 % de leurs consultations portent sur des cas relevant de troubles psychosociaux voire psychiatriques.

Le Collège souhaite aider les maisons médicales à remplir leur mission, car ces structures prennent en compte les patients dans la globalité de leur environnement et s'efforcent de garantir l'accessibilité des soins de santé sans restriction d'ordre financier, social, culturel ou géographique. Le Collège prêtera une oreille attentive aux ASBL qui souhaiteraient développer de nouvelles maisons médicales, particulièrement dans les quartiers du Homborch et du Melkriek.

La collaboration entre le CPAS et les différentes lignes de soins est excellente et la politique de la santé n'a pas été oubliée dans le budget 2019.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Clumeck : het gedeelte van de Ukkelse algemene beleidsverklaring betreffende de gezondheid.

De h. Clumeck is als arts tevreden met het ambitieuze gezondheidsprogramma dat de schepen - ook arts - promoot. Om het welzijn van de burgers te bevorderen is elke maatregel die hieraan bijdraagt nuttig: promotie van sport, gezonde voeding, inentingscampagnes, bestrijding van verslaving,

Een optimale samenwerking tussen de gezondheidsdiensten en het OCMW is noodzakelijk. Is deze samenwerking momenteel toereikend? Zijn er indicatoren die de impact van gezondheidsmaatregelen kunnen meten? Wordt er binnenkort een gezondheidsplan met prioriteiten opgesteld (financiële middelen, gezondheidstoestand van de allerzwaksten, sterke en zwakke punten van het zorgnetwerk, ...)?

Schepen Hublet antwoordt dat het college gezondheid promoot en gezondheidszorg voor iedereen toegankelijk wil houden.

Er is een nauwe samenwerking tussen diensten vereist. Om bijvoorbeeld het roken aan te pakken moeten de diensten Jeugd, Sociale Actie en Reinheid samen optreden. Rond puberteit en seksualiteit bij jongeren zullen de diensten Gelijke Kansen, Onderwijs, Jeugd en vzw's zoals Infor-Jeunes samenwerken.

Scholen leveren ook al een bijdrage via de PMS-centra (inenting) en er zijn ook openbare campagnes rond inenting en opsporing van kanker.

Sport zal eveneens gepromoot worden en de schepen verwijst hierbij naar een recente resolutie van de Franse Gemeenschap rond dit thema.

De campagnes "good food" in kinderdagverblijven worden voortgezet om duurzame voeding te kunnen aanbieden.

Tijdens de volgende jaarmarkt van Sint-Job worden er preventietests voorzien (op vrije en anonieme basis) met de medewerking van vzw Prevents.

De dienst heeft conferenties gepland. De eerste behandelt de gevolgen van de klimaatopwarming voor het milieu en de gezondheid.

Het bestuur beschikt niet over epidemiologische gegevens maar denkt dat er wel schattingen gemaakt kunnen worden op basis van betrouwbare gegevens die opgevraagd kunnen worden bij de eerstelijnszorg (huisartsen, tandartsen, Kind en Gezin, ...). De schepen heeft reeds contacten gehad met verenigingen van huisartsen die conferenties wensen te organiseren rond mentale gezondheid omdat de helft van hun raadplegingen psychosociale of psychiatrische aspecten betreft.

Het college wil medische huizen ondersteunen omdat zij medische hulp toegankelijk houden voor iedereen. Het college zal luisteren naar de vzw's die nieuwe medische huizen willen creëren, in het bijzonder in de wijken Homborch en Melkriek.

De samenwerking tussen het OCMW en het zorgnet is uitstekend en in de begroting 2019 werd hier de nodige aandacht aan besteed.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de M. Clumeck - la partie santé de la déclaration de politique générale à Uccle.doc

25.04.2019/A/0033 **Interpellation de Mme Vandeputte : passages piétons - matériau.**

Le point est reporté.

Interpellatie van Mevr. Vandeputte : zebrapaden - materiaal.

Het punt wordt verdaagd.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de Mme Vandeputte - Matériau passages piétons.docx

25.04.2019/A/0034 **Interpellation de M. Cools : création d'un parking souterrain en-dessous de la place Jean Vander Elst ou près de la place Emile Danco.**

Le point est reporté.

Interpellatie van de h. Cools : bouwen van een ondergrondse parking op het Jean Vander Elstplein of in de buurt van het Emile Dancoplein.

Het punt wordt verdaagd.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de M. Cools - parking Uccle-centre.docx

25.04.2019/A/0035 **Question écrite de M. Cools concernant l'élagages d'arbres avenue Winston Churchill.**

Pour les arbres de l'avenue Churchill ce n'est pas la quiétude. Quand ce ne sont pas des abattages à répétition pour des raisons de sécurité ce sont des élagages.

Tout récemment ce sont les jeunes platanes qui ont fait l'objet d'un élagage justifié dans le courrier de Bruxelles Mobilité aux habitants par le fait qu'il fallait « enlever les branches problématiques sans impact visuel sur l'ensemble de l'arbre ». L'élagage réalisé a été visiblement beaucoup plus radical et a éliminé toutes les branches basses. Les habitants de l'avenue s'interrogent. Cet élagage répond-il à une demande de la STIB que les arbres de l'avenue ne soient plus que des troncs jusqu'à 1 ou 2 mètres au-dessus des caténaires ?

Le Collège des Bourgmestre et Echevins a-t-il été consulté par la Région sur cet élagage, a-t-il rendu un avis sur celui-ci ? Le service vert de la commune a-t-il rendu un avis ? A-t-il suivi ces travaux ? D'autres élagages sont-ils programmés ? Pourquoi l'élagage réalisé n'a-t-il pas été semblable à celui effectué sur d'autres artères comme avenue Molière dans le tronçon Brugmann-Albert ? De nouvelles demandes d'abattage sont-elles à l'ordre du jour ? Personne à ma connaissance n'a jamais plaidé pour une arborescence et des branches basses en-dessous d'une hauteur de 3 mètres. Mais supprimer toute branche en-dessous de 6 à 7 mètres n'est-ce pas excessif ?

Les arbres de l'avenue Churchill participent à la perspective paysagère de l'avenue et à la qualité de celle-ci. Quelles démarches le Collège compte-t-il entreprendre pour garantir celle-ci et pour que les habitants soient à l'avenir consultés avant toute décision concernant ces arbres et de manière plus générale avant tout choix concernant le futur de cette avenue ?

Réponse:

Cet élagage répond-il à une demande de la STIB que les arbres de l'avenue ne soient plus que des troncs jusqu'à 1 ou 2 mètres au-dessus des caténaires ?

Non, un tronc nu et colonnaire, avec des branches ne s'étalant qu'à partir de 6 à 7 m de hauteur, permettent de faire coexister les infrastructures de communication (tram et chaussée) avec « l'infrastructure verte » constituée par les arbres de grand développement ;

Le Collège des Bourgmestre et Echevins a-t-il été consulté par la Région sur cet élagage, a-t-il rendu un avis sur celui-ci ?

Oui, une réunion exposant les conclusions des études menées sur les arbres problématiques a été présentée dans les bureaux de la Région dans le courant du mois de janvier. Madame De Brouwer y était présente avec son collègue Thibaud Wyngaard ainsi que les représentants des comités de quartier.

Le service vert de la commune a-t-il rendu un avis ?

Non parce qu'il n'y a pas légalement d'avis à rendre sur l'élagage. Par ailleurs, les services régionaux et le service espaces verts communal travaillent toujours en étroite collaboration. Par exemple, l'étude phytosanitaire commandée par la région a été envoyée au service vert qui l'a transmise au comité de quartier concerné.

A-t-il suivi ces travaux ?

Oui, le suivi de chantier effectué a été effectué le mardi 19 février au matin. Pour information, le service vert suit toujours ce type de travaux, qu'il y ait une demande de l'échevinat ou non.

D'autres élagages sont-ils programmés ?

Non, pas à notre connaissance.

Pourquoi l'élagage réalisé n'a-t-il pas été semblable à celui effectué sur d'autres artères comme avenue Molière dans le tronçon Brugmann-Albert ?

Chaque avenue a sa propre spécificité, l'élagage doit être adapté en fonction des conditions propres à chaque avenue. En l'occurrence, les arbres élagués avenue Albert sont en moins bonne santé. Un élagage plus radical que sur Churchill y a été réalisé.

De nouvelles demandes d'abattage sont-elles à l'ordre du jour ?

Non les arbres abattus l'ont été le 11 février 2018. Une vérification sur terrain a été effectuée par le Service Vert le jour où l'abattage a été réalisé. La Région avait informé préalablement le service de la date d'abattage.

Personne à ma connaissance n'a jamais plaidé pour une arborescence et des branches basses en-dessous d'une hauteur de 3 mètres. Mais supprimer toute branche en-dessous de 6 à 7 mètres n'est-ce pas excessif ?

Les platanes sont des arbres qui supportent très bien ce type de taille. La hauteur de coupe correspond à la hauteur normale de dégagement nécessaire au passage des bus, trams, camions... ce qui correspond à la situation de l'avenue Churchill. De plus, à la vue de la sélection des coupes et de la forme des houppiers cet élagage a été réalisé afin de dégager les caténaires et luminaires proches et d'orienter le développement de la couronne des sujets au-delà de ceux-ci.

Cette taille semble dès lors conforme au dernier point de travaux d'élagage communiqué dans les toutes-boîtes transmis aux riverain·e·s de l'avenue Winston Churchill, à savoir :

de procéder à une taille de formation sur +/- 180 jeunes arbres ; il s'agit d'enlever les jeunes branches problématiques (trop basses, mal conformées...) sans impact visuel d'ensemble sur l'arbre.

Toutefois il est à noter que cette taille a été réalisé de manière globale sur l'ensemble

des platanes de l'avenue mais que les résultats divergent fortement d'un bout à l'autre de celle-ci.

En effet, ces arbres ayant été plantés de manière successive au fil des années et de la rénovation des arrêts de tram, il existe aujourd'hui une différence de hauteur et de maturité notable entre les sujets plantés à l'arrêt Longchamp (les plus anciens) et à l'arrêt Vanderkindere (les plus jeunes). Il en résulte que cette taille unilatérale à environ 6 mètres du sol a beaucoup plus affecté les derniers sujets plantés et considérablement modifié la forme et diminué le volume de leur houppier. Je pense qu'une taille proportionnée à l'âge/taille des arbres aurait dû être appliquée.

Les arbres de l'avenue Churchill participent à la perspective paysagère de l'avenue et à la qualité de celle-ci. Quelles démarches le Collège compte-t-il entreprendre pour garantir celle-ci et pour que les habitants soient à l'avenir consultés avant toute décision concernant ces arbres et de manière plus générale avant tout choix concernant le futur de cette avenue ?

Toutes les interventions effectuées sur les arbres de cette avenue sont systématiquement relayées au service vert qui en informe le comité de quartier, un toutes-boîtes est systématiquement envoyé par Bruxelles Mobilité lors de chaque intervention. Nous trouvons qu'il y a eu un défaut de communication dans le courrier : la région n'y explique pas le but de la remontée et manque de précision et d'explication.

Il est à noter que, de manière générale, la communication entre la Région et le Service Vert s'est fortement améliorée. Le Service Vert communique très régulièrement vers les comités de quartiers. Les études phytosanitaires des arbres ont même été transmises aux comités de quartier pour plus de transparence. Le Service Vert continuera donc à assurer ce rôle d'intermédiaire entre les Région et les comités de quartier Churchill.

En ce qui concerne la question de la participation citoyenne, vous savez comme nous comptons la développer à Uccle. Une réflexion aura lieu.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de heer Cools betreffende het snoeien van bomen Winston Churchillaan.

Volgens een brief van Mobiel Brussel zouden enkel problematische takken van jonge platanen in de Churchillaan verwijderd worden. Alle lagere takken blijken echter verwijderd te zijn. Het snoeiwerk is evenwel radicaler geweest en lage takken werden ook verwijderd. De bewoners stellen zich hier vragen bij.

Antwoorden

Zijn deze snoeiwerken aangevraagd door de MIVB zodat de stammen tot 1 of 2 meter boven de bovenleidingen zouden komen?

Nee. Stammen met takken vanaf 6 tot 7 meter kunnen zonder probleem samengaan met de aanwezige communicatie-infrastructuur (tram en steenweg).

Heeft het gewest het college geraadpleegd over deze snoeiwerken?

In januari werd een studie over problematische bomen voorgesteld. Mevr. De Brouwer,

de h. Thibaud Wyngaard en vertegenwoordigers van de bewoners waren hierbij aanwezig.

Heeft de Groendienst van de gemeente een gunstig advies gegeven?

Nee, omdat deze dienst wettelijk geen advies kan geven over snoeiwerken. De gemeente en het gewest werken wel steeds nauw samen. Zo werd deze studie overgemaakt aan de gemeente die deze naar het betrokken wijkcomité heeft gestuurd.

Heeft de dienst de werken opgevolgd?

Ja. De Groendienst volgt steeds de werken van dit type op.

Zijn er nog andere snoeiwerken gepland?

Volgens onze kennis niet.

Waarom werd er niet gesnoeid zoals in andere straten zoals de Molièrelaan in het gedeelte Brugmann-Albert?

Er wordt gesnoeid op basis van de specifieke aard van elke laan. De gesnoeide bomen in de Albertlaan waren in een slechtere toestand.

Staan er nog nieuwe kapaanvragen geprogrammeerd?

Nee. Er werden bomen gekapt op 11 februari 2018 en de Groendienst werd hiervan op voorhand op de hoogte gebracht.

Is het niet overdreven om alle takken onder 6 à 7 meter te verwijderen?

Platanen zijn bomen die dergelijke snoeiwerken goed kunnen verdragen. De snoeihoogte komt overeen met een normale doorgangshoogte voor bussen, trams, vrachtwagens, ... De kruinen werden bijgesnoeid zodat ze niet in aanraking zouden komen met bovenleidingen en verlichtingspalen vlakbij.

Deze snoeiwerken komen aldus overeen met de vermeldingen in het huis-aan-huisbericht dat de inwoners van de Winston Churchilllaan hierover hebben ontvangen (snoeien van ± 180 jonge bomen; verwijderen van problematische takken zonder visuele impact op de boom).

Er werd op een globale manier gesnoeid. De bomen in deze laan zijn echter van een verschillende omvang en leeftijd en men zou eigenlijk hiermee rekening moeten hebben gehouden bij de snoeiwerken.

Op welke manier zal het college de inwoners van de Churchilllaan informeren over toekomstige beslissingen over deze bomen en ook de laan zelf?

De Groendienst informeert steeds het wijkcomité over beslissingen inzake bomen en Mوبiel Brussel stuurt systematisch huis-aan-huisberichten bij elke tussenkomst. De brief van het gewest was niet duidelijk genoeg. De phytosanitaire studies van de bomen worden eveneens meegedeeld aan de wijkcomités met het oog op meer transparantie.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

19 07 Cools arbres Churchill.docx

25.04.2019/A/0036 **Question écrite de M. Toussaint concernant le chantier du bassin d'orage chaussée de Saint-Job.**

Par la présente, je souhaiterais simplement savoir où en est concrètement ce chantier (ce qui a déjà été réalisé, étapes encore à franchir, fin programmée des travaux,...) ?

Vous remerciant par avance pour toutes les informations/précisions que vous pourrez me transmettre dans ce cadre.

Cordialement,

Réponse:

Le chantier de construction du bassin touche à sa fin.

Vivaqua doit encore réaliser la dalle de couverture du bassin puis les remblais au-dessus de cette dalle avec évacuation des terres en excédent.

Ensuite, la partie électromécanique sera installée.

La fin du chantier est prévue pour mi-mai 2019. La construction du parking sera entamée +/- à cette date-là.

La mise en service du parking interviendra au plus tard fin août 2019.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de heer Toussaint betreffende het stormbekken Sint-Jobsesteenweg.

Ik wens graag een stand van zaken van het verloop van deze werf (wat reeds is uitgevoerd, geplande werken, einde van de werken, ...).

Antwoord

Deze werf is bijna voltooid. Vivaqua moet nog de dektegels plaatsen en erboven aanvullen met grond. Nadien wordt het elektromechanisch gedeelte geïnstalleerd.

Half mei 2019 zullen de werken voltooid zijn. De bouw van de parking zal ongeveer rond die datum liggen. De parking zelf zal beschikbaar zijn uiterlijk eind augustus 2019.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

19 12 Toussaint chantier St Job.docx

25.04.2019/A/0037 **Question écrite de M. Cohen relatif au bureau de déclaration de naissance au sein des Cliniques de l'Europe.**

Il y a plus de 10 ans, j'intervenais au sein de ce conseil communal pour demander la création d'antennes de déclaration de naissance dans les institutions hospitalières ucloises. A l'époque, bien que l'idée séduisait, le Collège la rejetait vu le nombre d'antenne à créer.

N'ayant plus qu'un seul service de naissance sur le territoire communal, j'ai décidé de revenir avec cette idée. En préparant ma question, qu'elle ne fut pas ma surprise de constater que j'avais été prophète dans ma commune puisque début janvier, un bureau des déclarations des naissances a été installé par la Commune au sein des Cliniques de l'Europe.

Prétention mise à part et une fois mon cou dégonflé, je ne peux que féliciter l'échevin de l'Etat civil et le Collège d'avoir pris cette initiative qui offre un service supplémentaire à nos concitoyens tout en n'augmentant pas les dépenses.

Et donc quasiment 3 mois après sa mise en place, j'aimerais recevoir quelques informations et un premier bilan :

- Quels sont les jours et heures d'ouverture de ce bureau
- Comment sont informés les parents du nouveau-né de l'existence de ce service
- Quel est le pourcentage de déclarations faites à cette antenne depuis sa création
- Quels sont les éléments d'améliorations que le service de l'Etat civil a constaté et remonté.

Réponse:

Les déclarations peuvent être actées à la maternité les lundis, mercredis et vendredis ouvrables entre 9h30 et 11h30.

A la date du 21 mars on comptait: 128 déclarations de naissances enregistrées à la Commune et 98 sur le site des Cliniques de l'Europe soit respectivement 56,6 et 43,4 %.

Précisons que seuls les couples mariés et les enfants qui ont fait au préalable l'objet d'une reconnaissance peuvent déclarer la naissance sur place. Et ce, pour des raisons administratives (documents spécifiques à fournir, vérifications complémentaires obligatoires,...). Ce qui fait que même si cette proportion est amenée à quelque peu augmenter à l'avenir, il n'en demeurera pas moins un nombre important de naissances à devoir être actées dans les services de notre maison communale.

A propos de la publicité faite à cette nouveauté, c'est l'accoucheuse qui informe les parents dès après la naissance de la possibilité d'acter la déclaration au bureau de l'état civil de la clinique en remettant un formulaire de renseignements avec les modalités pratiques, horaire de la permanence, endroit, documents nécessaires. Le site de la Commune mentionne également ces informations.

Ce nouveau service permet aux futurs parents (dans la plupart des cas) de déclarer la ou les naissance(s) directement à la maternité sans se déplacer à la Commune.

Par ailleurs, ce système informatique appelé «e-birth» permet une transmission beaucoup plus rapide des données concernant la naissance ainsi que les statistiques.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. Cohen betreffende de aangiftes van geboortes bij de Europaklinieken.

Begin januari werd er een aangiftekantoor geïnstalleerd in de Europaziekenhuizen. Hij wenst graag meer informatie hierover:

- Wat zijn de openingsuren?
- Hoe worden ouders hierover geïnformeerd?
- Hoeveel aangiftes werden er gedaan sinds de installatie?
- Welke verbeteringen heeft de dienst Burgerlijke Stand opgemerkt?

Antwoord

Aangiftes zijn mogelijk op maandag, woensdag en vrijdag van 9.30 tot 11.30 uur.

Status op 21 maart: 128 aangiftes in de gemeente en 98 in de Europaziekenhuizen (respectievelijk 56,6 en 43,4%).

Enkel gehuwde koppels of kinderen met een voorafgaande erkenning kunnen ter plaatse aangegeven worden om administratieve redenen.

De vroedvrouw informeert de ouders hierover vlak na de geboorte via een infoformulier. Ook de website van de gemeente deelt dit mee.

Ouders hoeven zich niet meer naar het gemeentehuis te verplaatsen en dankzij het systeem e-birth kunnen gegevens over geboortes en statistieken sneller overgemaakt worden.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

19 14 Cohen bureau déclaration naissances clinique.docx

25.04.2019/A/0038 **Question écrite de M. Cools concernant la gestion des impétrants en trottoirs.**

Des interventions des impétrants en trottoir sont nécessaires pour assurer un ensemble de services de base à nos concitoyens (eau, gaz, électricité, téléphone, télévision,...) Lorsqu'elles se produisent elles nécessitent une gestion appropriée des chantiers et en premier lieu que les riverains soient avertis préalablement. Ce n'est pas semble-t-il ce qui s'est produit lors d'un chantier d'un concessionnaire ce mois de mars dans l'ancien Dieweg. Les riverains n'ont même pas été prévenus de la réalisation de tranchées rendant impossible l'accès à leur garage ! Outre le défaut d'information, la partie sensée

être accessible aux piétons était des plus étroites et dangereuses.

C'est visiblement un chantier qui s'est très mal déroulé. Le service de la voirie vérifie-t-il que les concessionnaires distribuent effectivement des toutes boîtes pour informer les habitants et que lorsqu'ils rendent un garage inaccessible au minimum qu'ils sonnent aux riverains concernés pour leur permettre de sortir leur véhicule ?

Un concessionnaire n'est tenu que de remettre le trottoir en pristin état. Dans certains cas, celui-ci n'était pas déjà fameux avant les travaux du concessionnaire et la situation ne s'est pas améliorée après. Le service essaie-t-il dans ce cas d'inclure les trottoirs en cause dans le programme de rénovation par la Commune. Cela a-t-il été envisagé pour l'Ancien Dieweg ?

Un autre exemple de trottoir particulièrement dégradé suite à l'intervention de différents acteurs est celui de la chaussée de Ruisbroek qui longe le nouveau dépôt de la STIB. Il s'agit d'une voirie régionale. La Commune a-t-elle pris contact avec la Région en vue d'une rénovation de ce trottoir voire ce qui serait encore mieux d'une rénovation complète de la voirie qui avait été promise lors des discussions pour la délivrance du permis pour le dépôt.

Réponse:

Un toutes-boîtes a bien été distribué par Vivaqua 10 jours avant le début des travaux Ancien Dieweg.

Il s'agit d'une obligation reprise dans les autorisations de chantiers délivrées par la commune. Nous faisons systématiquement un rappel aux impétrants lors des réunions de démarrage. Un panneau d'infos aux riverains est également apposé en début de voirie.

Concernant l'accès aux garages, si dans certaines circonstances, il n'est pas possible de les maintenir, en règle générale, l'entrepreneur fait de son mieux pour libérer la zone rapidement et ne les bloque que la journée.

Ancien Dieweg, Vivaqua a été contraint de faire sa tranchée en voirie car la largeur étroite de certains tronçons de trottoirs ne permettaient pas la pose des conduites d'eau, c'est pourquoi, il est probable que certains riverains n'ont pas eu accès à leur garage pendant plusieurs jours (techniquement et pratiquement, il n'y avait pas d'autre alternative). Les agents du service de la voirie suivent les chantiers des impétrants de près et assistent aux réunions hebdomadaires sur place. Ils ne peuvent cependant tout vérifier et s'assurer que les riverains aient accès aux garages en permanence. Un cheminement piétons a été garanti durant tout le chantier. La rue étant fermée pour les besoins du chantier, les piétons ont été invités à traverser la rue.

Les travaux de Vivaqua distribution sont à présent terminés. Vivaqua Assainissement procèdera à la réfection du réseau d'égouttage et à cette occasion, un nouveau toutes-boîtes sera distribué afin d'informer les riverains de la nature et de la durée du chantier. Ce chantier est prévu après les vacances de Pâques.

Entretemps, le trottoir et la voirie ont été remis en pristin état. Il est vrai que, pour

certaines chantiers, la remise en état n'est pas aussi bien qu'avant. Ce n'est pas le cas de l'Ancien Dieweg. Les réfections effectuées par l'entrepreneur de Vivaqua sont de bonne qualité. C'est même mieux qu'avant. La réfection complète de l'Ancien Dieweg (de façades à façades) est à l'étude au service technique de la voirie. Si les budgets le permettent, la dépense sera inscrite au budget 2020. Ce chantier fera l'objet d'une demande de permis d'urbanisme avec enquête publique au cours de laquelle les riverains pourront émettre leurs remarques et avis sur le projet.

La réfection, aux frais de la commune, après passage des impétrants n'est pas systématique. Vu le nombre importants de chantiers effectués par Vivaqua, Sibelga, Proximus, ... il est impossible tant budgétairement qu'humainement de prévoir les réfections des trottoirs. Le choix des rues est établi en fonction de l'état général des trottoirs et des besoins en aménagements spécifiques.

En ce qui concerne la chaussée de Ruisbroek, c'est effectivement une voirie régionale. Seul le trottoir côté pair est situé sur le territoire d'Uccle, le reste étant sur Forest.

Une demande de permis d'urbanisme a été introduite par Bruxelles-Mobilité. Elle porte sur un réaménagement complet de cette voirie. La demande de PU est actuellement en cours d'instruction auprès de Bruxelles développement Urbain (service régional d'urbanisme).

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de heer Cools betreffende de voetpaden en het beheer van de nutsmaatschappijen.

Concessiehouders moeten tussenkomen in trottoirs om basisdiensten te verzekeren (water, gas, elektriciteit, telefoon, televisie, ...). Bij de tussenkomst moeten allereerst de inwoners op voorhand geïnformeerd worden. Dit blijkt niet gebeurd te zijn bij een tussenkomst in maart in de Oude Dieweg. Inwoners konden hun garage niet meer in en de strook voor voetgangers was erg smal en gevaarlijk. Controleert de Wegendienst of concessiehouders inwoners effectief informeren?

Een concessiehouder moet het trottoir in de vorige toestand brengen. Aangezien sommige trottoirs er belabberd bijliggen, blijft dit ook zo na de tussenkomst. Probeert de dienst deze trottoirs op te nemen in een renovatieprogramma en wordt dit overwogen voor de Oude Dieweg?

Een ander voorbeeld van een slecht trottoir na verschillende tussenkomsten is de Ruisbroeksesteenweg, langs de nieuwe PIVB-stelplaats. Dit is een gewestelijke weg. Heeft de gemeente het gewest gecontacteerd i.v.m. een renovatie van dit trottoir of de eventuele volledige weg?

Antwoord

Vivaqua heeft 10 dagen op voorhand een huis-aan-huisbericht verspreid. Dit is een verplichting voor werven in de gemeente en we herinneren concessiehouders hier steeds aan. Aan het begin van de weg werd eveneens een infobord geplaatst.

Indien garage-inritten niet vrijgehouden kunnen worden, dient de concessiehouder alles

in het werk te stellen om de zone snel vrij te maken en de inritten enkel overdag te blokkeren.

In de Oude Dieweg werden inritten geblokkeerd om technische redenen (erg smalle weg). De Wegendienst is regelmatig aanwezig op vergaderingen ter plaatse maar kan niet permanent controleren of garage-inritten al dan niet toegankelijk blijven. Er werd een strook voor voetgangers voorzien en indien nodig werden voetgangers naar de andere kant van de weg geleid.

De werken van Vivaqua distributie zijn voltooid. Nu zal Vivaqua saneringswerken aan de riolering uitvoeren en de inwoners zullen hierover een huis-aan-huisbericht ontvangen.

Het trottoir en de weg werden in de vorige toestand hersteld. Soms gebeurt dit niet maar dit is niet het geval in de Oude Dieweg. De herstellingen van de aannemer van Vivaqua zijn van goede kwaliteit, zelfs beter dan voorheen. De Wegendienst bestudeert de volledige herstelling van de Oude Dieweg.

De gemeente renoveert trottoirs op basis van de algemene toestand en de specifieke noden en kan budgettair gezien niet systematisch na elke werf handelen.

De Ruisbroeksesteenweg is een gewestelijke weg. Enkel de even kant ligt in Ukkel. De rest ligt in Vorst.

Mobiel Brussel heeft een bouwvergunning aangevraagd voor een volledige herinrichting van deze weg en deze aanvraag wordt momenteel onderzocht.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

19 09 Cools gestion impétrants trottoirs.docx

25.04.2019/A/0039 **Question écrite de M. Cools concernant le contrôle des institutions d'accueil à la petite enfance.**

Pour protéger la petite enfance l'exploitation d'une crèche tout comme l'organisation d'activités extra-scolaires pour les enfants de moins de 6 ans sont soumises à l'autorisation de l'ONE pour les francophones et de Kind & Gezin côté néerlandophone.

Quelle est la réaction du Collège lorsque les services communaux sont informés que cette autorisation fait défaut ?

Réponse:

1°) Dans le cas où une demande d'autorisation d'accueil d'enfants est adressée au **service Familles-Crèches**, par l'ONE ou Kind en Gezin, nous demandons :

- à l'institution concernée : 1 attestation récente du SIAMU

1 copie de l'assurance responsabilité civile et incendie.

- si nécessaire, au service de l'urbanisme, de vérifier les aspects urbanistiques (permis d'environnement, changement d'affectation éventuel etc...)

Suivant les réponses, le Collège rend un avis favorable ou négatif.

Dans les cas où il y a une suspension ou un refus d'autorisation d'accueil par l'ONE ou Kind en Gezin, une mise en demeure est rédigée par le service juridique de la commune (avec attribution d'un délai pour permettre la mise en conformité et la transmission des documents demandés).

A ce jour, les dossiers ont toujours pu être clôturés avec satisfaction pour toutes les parties.

Signalons qu'à ce jour, à Bruxelles, les institutions ont le libre choix d'être reconnus soit par l'ONE, soit par Kind en Gezin et qu'il n'y a toujours pas de décret réglant la matière en Région Bruxelloise (au contraire de la Flandre et de la Wallonie). Ni l'un ni l'autre ne peut ordonner la fermeture d'une institution non réglementaire.

Le bourgmestre ne peut ordonner une fermeture que pour des raisons d'hygiène et d'insalubrité entraînant la notion de danger public. Ce n'est qu'en cas de danger grave ou de dossier judiciaire concomitant (maltraitance ou autre) qu'il peut ordonner la fermeture d'un lieu d'accueil pour enfants de moins de 6 ans. Dans tous les cas une enquête de police est diligentée.

2°) Le décret **Accueil Temps Libre** (communément appelé extrascolaire – bien que l'extrascolaire proprement dit ne concerne que les garderies scolaires) concerne toutes les activités organisées pour les enfants de 2,5 ans à 12 ans. Ce décret prévoit que tous les opérateurs de l'ATL se conforment au code de qualité qui stipule que toute structure organisant la garde d'enfants de moins de 12 ans se doit

- De se déclarer préalablement à l'ONE
- D'obtenir l'autorisation de l'ONE lorsqu'il s'agit d'enfants de moins de 6 ans

Ceci dit, certaines activités sont exemptées comme :

«La prise en charge d'enfants de plus de 2,5 ans dans le cadre de toute activité dont la **finalité principale** n'est pas

l'accueil de la petite enfance mais une **offre d'activités liées à l'enseignement, à la culture, aux sports ou aux**

loisirs ». Extrait de la déclaration de garde délivrée par l'ONE.

Tous les opérateurs de l'ATL répertoriés à Uccle sont concernés par cette exemption ; ils doivent donc uniquement compléter et envoyer le formulaire de déclaration de garde à l'ONE.

Ceci dit, certains opérateurs ATL dépendent également d'autres décrets, comme les EDD ou les centres de vacances, qui sont dès lors soumis à d'autres exigences et contrôles dépendant du décret par lequel ils sont concernés.

NB. Le décret ATL concerne la communauté francophone. L'équivalent de l'Accueil

Temps Libre pour la Communauté Flamande s'intitule Initiatief voor Buitenschoolse Opvang (IBO).

La commune est chargée de la qualité des activités extra-scolaires notamment au travers de l'organisation des travaux de la Commission Communale de l'Accueil. Vérifie-t-elle l'autorisation des organisateurs d'activités ?

Réponse:

La commune, via les coordinatrices ATL et la Commission Communale de l'Accueil, n'est pas chargée de la qualité des activités extrascolaires, mais du « développement de la qualité de l'accueil, **par des actions de sensibilisation et d'accompagnement** ». Extrait de la convention entre l'ONE et la commune concernant l'ATL.

Les coordinatrices ATL informent les nouveaux opérateurs de l'obligation de déclaration auprès de l'ONE (pas d'autorisation –cfr réponse ci-dessus) , et sensibilisent, de manière régulière, tous les autres opérateurs à renouveler leur déclaration tous les 3 ans.

Ceci dit, aucune liste à jour des opérateurs déclarés n'est disponible sur le site de l'ONE, et depuis peu seulement, l'ONE renvoie une copie des nouvelles déclarations reçues, à la commune concernée.

Les coordinatrices ATL profiteront du nouvel Etat des lieux (2019) pour refaire une sensibilisation générale auprès de tous les opérateurs et établiront un tableau de mise à jour.

La commune édite des brochures sur la petite enfance. Vérifie-t-elle que les institutions renseignées bénéficient des autorisations voulues ?

Réponse:

La commune édite et distribue une brochure « Garde d'enfants – Kinderopvang ». La dernière mise à jour date de mars 2019. Elle se divise en 6 chapitres.

Tous les lieux d'accueil de la petite enfance qui y sont renseignés bénéficient d'un agrément et/ou d'une autorisation par l'ONE ou Kind en Gezin.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. Cools betreffende de controle op de kinderopvang.

De uitbating van een kinderdagverblijf voor kinderen van minder dan 6 jaar is onderworpen aan de goedkeuring van de ONE (FR) of Kind & Gezin (NL). Hoe reageert het college bij een weigering tot goedkeuring?

Antwoord:

1°) Bij aanvragen gericht tot de **dienst Gezin-Kinderdagverblijven** door de ONE of Kind en Gezin vragen we het volgende:

- aan de betrokken instelling: 1 recent attest van de DBDMH

1 attest van het FAVV

1 kopie van de verzekeringspolis BA en brand.

- indien nodig aan de dienst Stedenbouw: controle van de stedenbouwkundige aspecten (milieuvergunning, ...).

Het college geeft op basis hiervan een gunstig of ongunstig advies.

In geval van een uitstel of weigering tot goedkeuring door de ONE of Kind en Gezin stuurt de gemeente een ingebrekestelling met een termijn om zich in orde te zetten. Op heden werden alle dossiers steeds goed afgesloten.

In Brussel kunnen instellingen kiezen om onder toezicht te staan van de ONE of Kind en Gezin. Er is hierover nog altijd geen decreet. De burgemeester kan tot sluiting bevelen om gezondheidsredenen en omwille van de openbare veiligheid.

2°) Het decreet "Accueil Temps Libre" betreft alle activiteiten voor kinderen van 2,5 tot 12 jaar. Elke opvang moet zich schikken naar de kwaliteitscode: elke opvang voor kinderen van minder dan 12 jaar moet op voorhand aangegeven worden en een toelating van de ONE krijgen wanneer het gaat om kinderen van minder dan 6 jaar.

Er is een uitzondering voor activiteiten verbonden aan onderwijs, cultuur sport of ontspanning. Alle ATL-operatoren in Ukkel vallen onder deze uitzondering en moeten dus enkel een aangifte doen bij de ONE. Enkele ATL-operatoren hangen ook nog af van andere decreten.

NB. Het ATL-decreet is van toepassing in de Franse gemeenschap. In de Vlaamse gemeenschap is het equivalent Initiatief voor Buitenschoolse Opvang (IBO).

De gemeente waakt over de kwaliteit van de buitenschoolse activiteiten via de opvangcommissie. Controleert zij ook deze toelatingen?

Antwoord

De gemeente is niet belast met de kwaliteit van de buitenschoolse activiteiten maar wel met de ontwikkeling van de kwaliteit van de opvang **via sensibilisering en begeleiding**.

De ATL-coördinatrices informeren nieuwe operatoren over de aangifteplicht bij de ONE. Sinds kort stuurt de ONE een kopie van nieuwe aangiftes naar de betrokken gemeente. De ATL-coördinatrices zullen algemene sensibilisering bij alle operatoren voorzien en een bijgewerkte lijst opstellen.

De gemeente geeft brochures over kleine kinderen uit. Beschikken de vermelde instellingen over de nodige toelatingen?

Antwoord

De gemeente geeft de brochure "Garde d'enfants - Kinderopvang" uit (laatste versie: maart 2019). Alle vermelde opvangplaatsen hebben een erkenning en/of toelating van de ONE of Kind en Gezin.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

19 11 Cools petite enfance.docx

25.04.2019/A/0040 **Question écrite de M. Cools concernant la gestion des fermetures du bois de la Cambre.**

Chaque fermeture du Bois de La Cambre ce sont des encombrements énormes tout autour. Du côté de la Ville de Bruxelles des pré-signalisations de cette fermeture existent. Pas du côté d'Uccle. La Commune et/ou la Région ne pourraient-elles en installer une et la Commune utiliser les affichages électroniques dont elle dispose à cette fin. Cette fermeture ne pourrait-elle également être renseignée sur l'application smartphone de la Commune ? Comment aussi expliquer qu'il n'y ait jamais lors de cette fermeture un policier notamment chaussée de Waterloo ou au carrefour Montana/Chaussée de La Hulpe?

La fermeture du Bois par vent très violent est compréhensible. Est-ce la Ville ou la Région qui prend la décision de fermer le Bois pour vent violent ? Comment et quand notre Commune en est-elle informée ? Cette fermeture n'est-elle pas trop fréquente et n'intervient-elle pas parfois quand l'intensité du vent n'a pas vraiment un caractère exceptionnel et alors que des artères bordées d'arbres comme la Drève de Lorraine restent ouvertes ?

En temps normal la chaussée de La Hulpe est très régulièrement embouteillée. La situation tourne au cauchemar pour les automobilistes lorsque le Bois est fermé. Un réaménagement du carrefour à hauteur de l'hippodrome et de la statue équestre qui s'y trouve permettrait de rendre plus fluide ce carrefour. Des contacts ont-ils lieu entre la Commune et la Région à cette fin ?

Réponse:

La décision de fermeture est prise par Bruxelles Environnement qui la relaye auprès de notre service de la Prévention ainsi que la Police.

La police analyse systématiquement la situation par le biais des caméras de surveillance. En fonction de la situation et du trafic ou des problèmes causés par la fermeture, elle décide d'envoyer les motards sur place. Il s'avère que la situation du matin est plus complexe car l'ensemble de la circulation se dirige vers le centre de Bruxelles, qui est lui-même saturé tel que l'avenue Louise. Il est donc difficile fluidifier la circulation au vu de l'engorgement des autres axes. La police se limite à garder les carrefours les plus libres possibles. En fin de journée, la situation est plus facilement gérable car le trafic automobile se dirige entre autres vers Rhode où la circulation est

moins dense. La police gère donc la circulation dans les carrefours stratégiques aux alentours (ex : Churchill).

Concernant la communication, cette information est bien relayée sur la page Facebook ainsi que le site de la Commune.

Au sujet des panneaux électroniques, ceux-ci ne sont plus en activité depuis plusieurs mois et seront prochainement retirés.

Les nouveaux panneaux installés à Calevoet et au Bourdon, dépendent de Belgian Posters. Nous pourrions envisager de communiquer via leur intermédiaire, si la personne en charge de l'insertion des messages est immédiatement disponible. Ceci étant, est-il vraiment utile de communiquer à cet endroit vu leur localisation ?

Pour répondre au dernier point, l'administration régionale a réalisé une étude sur toute la chaussée de La Hulpe dont le carrefour mentionné. Cependant, le travail s'est arrêté au niveau de l'étude et aucune mise en place d'une réalisation des aménagements n'a été prévue car la priorité est passée vers d'autres projets régionaux prioritaires. Les contacts ont eu lieu en 2015.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de heer Cools betreffende het beheer van het afsluiten van het Ter Kamerenbos.

Bij elke sluiting van het Ter Kamerenbos zit het verkeer rondom vast. Langs de kant van Brussel-Stad is presignalisatie voorzien, niet langs de Ukkelse kant. Kan dit voorzien worden? Kan er ook geïnformeerd worden via de gemeentelijke app? Waarom is er bij een sluiting nooit politie aanwezig in de Waterlooosesteenweg of aan het kruispunt Montana/Terhulpensesteenweg?

Neemt de Stad of het gewest de beslissing om het bos af te sluiten en hoe wordt onze gemeente hierover geïnformeerd? Wordt het bos niet te vaak afgesloten, terwijl wegen met veel bomen zoals de Lorrainedreef wel open blijven?

De Terhulpensesteenweg is al erg filegevoelig en bij een sluiting is het een nachtmerrie. Een herinrichting van het kruispunt aan de hippodroom kan het verkeer vlotter laten verlopen. Zijn hierover contacten geweest met het gewest?

Antwoord

Brussel Leefmilieu neemt deze beslissing en informeert onze Preventiedienst en de politie.

De politie analyseert systematisch via camera's en stuurt indien nodig een motorbrigade ter plaatse. Vaak kan het verkeer niet vlot verlopen omdat andere wegen verderop ook vol zitten, voornamelijk 's morgens. De politie beperkt zich dan tot het proberen vrij te houden van de kruispunten.

Deze informatie wordt gecommuniceerd op de Facebookpagina en op de gemeentelijke website.

De elektrische borden zijn al enkele maanden niet meer actief en zullen verwijderd worden. De nieuwe borden aan Kalevoet en Horzel zijn eigendom van Belgian Posters. We kunnen eventueel via hen informeren maar is het echt nodig op om deze plek te communiceren, gelet op de ligging?

Het gewest heeft een studie van de volledige Terhulpensesteenweg uitgevoerd. Er wordt momenteel een voorrang gegeven aan andere gewestelijke prioritaire projecten. Er zijn contacten geweest in 2015.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage
19 13 Cools bois de la Cambre.docx

Levée de la séance à 00:55
Opheffing van de zitting om 00:55

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Laurence Vainsel

Aleksandra Kokaj